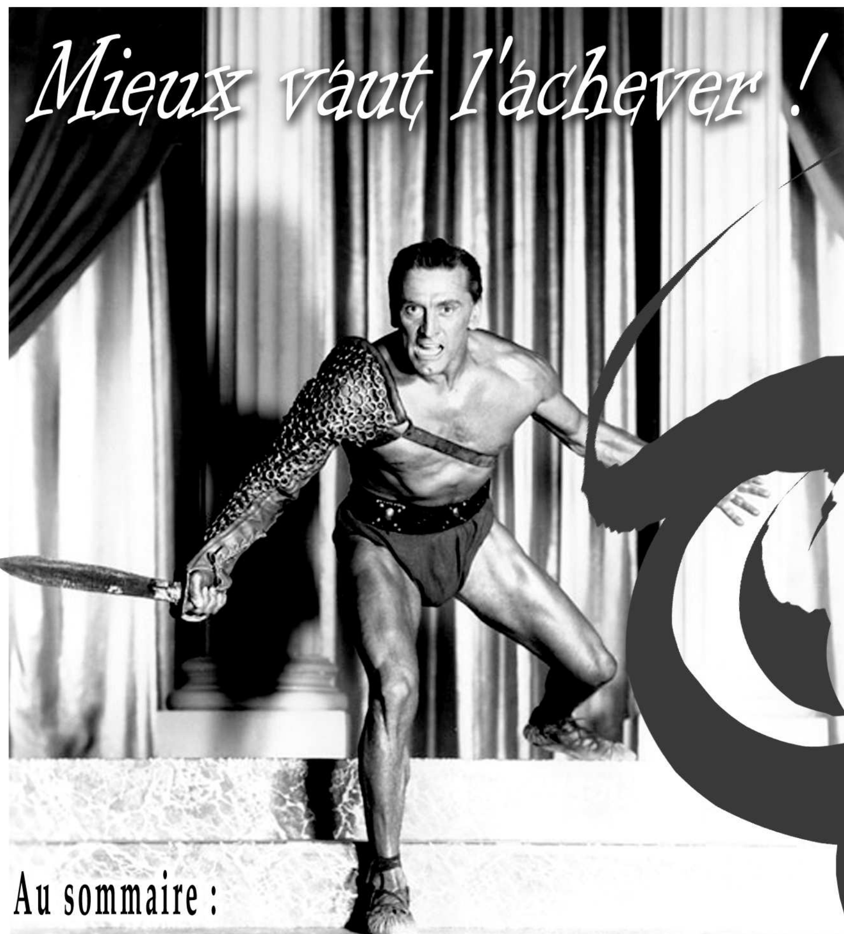
Le Capitalisme est en crise ?



Incendo

Le journal qui brûle d'en découdre, n° 3, janvier 2009

Au sommaire :

Mouvement lycée, grèves, brèves générales, répression, anti-terrorisme démocratique, nuisances nucléaires, industrie de la kulture, notes de lectures...



Allumer, brûler, incendier, embraser, rendre rouge comme le feu, éclairer, donner l'éclat du feu, réduire en cendres, détruire, livrer aux ardeurs de la passion, etc.

EDITO

La célébration quasi-officielle de Mai 68 (la plus grande grève générale de l'histoire, le plus souvent présentée comme un monôme étudiant) n'a pas suffit pour qu'un « mai 2008 » entre dans l'histoire. On s'en serait douté, l'histoire ne se répète pas mais le plus souvent bégaye. Aujourd'hui, c'est avec la crise qu'on nous rabat les oreilles. Elle se creuse, se répand et le conflit entre les classes n'en devient que plus aigu… on sent bien que « ça va péter »… ou pas. Pendant ce temps, les conditions se réunissent progressivement… Alors, 2009 année explosive ?



Le lecteur qui nous enverra la prévision (argumentée) la plus juste concernant le déclenchement et l'issue de la prochaine grève générale insurrectionnelle gagnera un abonnement gratuit à Incendo. La date limite de participation à ce jeu est celle de la disparition du Capital, de l'Etat, du patriarcat et de toutes les saloperies qu'ils entraînent. Dépêchez-vous donc de répondre!

Incendo est réalisé par quelques AvignonnaisEs allergiques aux partis, syndicats et autres orgas.
Pour nous contacter : Incendo c/o Les Chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon cedex 1
ou incendo(at)no-log.org
Les anciens n° sont téléchargeables sur http://basseintensite.internetdown.org/spip.php?mot79

SOMMAIRE

GREVES
Le mouvement lycéen en Vaucluse .... p. 3
Petite chrono peu exhaustive .... p. 5
Grève des ouvriers de Raynal et Roquelaure… .... p. 6
Brèves générales .... p. 8
Brèves des Alpes .... p. 14
Brèves diverses .... p. 16

REPRESSION
Un lycéen assassiné par la police .... p. 17
De la guerre sociale… à l'anti-terrorisme… et vice et versa ! .... p. 18
Anarcho - Autonome .... p. 22
Avignon : procès des incendiaires du local du PS .... p. 24
Avignon : création d'une caisse de lutte .... p. 25
Procès à venir .... p. 26
Service Volontaire Citoyen et délation high-tech .... p. 27
Autopsie du *Livre blanc sur la sécurité privée en Europe* .... p. 30
Note de lecture : *Feu au centre de rétention !* Des sans-papiers témoignent .... p. 35

NUCLEAIRE
Le nucléaire c'est capital .... p. 36
Historique des incidents survenus depuis l'été dans la région .... p. 39
Manif du 25 octobre au Tricastin .... p. 40
Contre le nucléaire et son monde .... p. 41

Etat de siège. Avignon, trois jours sous le forum de la culture .... p. 42
Note de lecture : *Archaos.* Le communisme dans un jardin étincelant ? .... p. 45
Revue des revues/émissions de radio/sites .... p. 48
BD : *Je crève trop* (sur Richard Durn) .... p. 51

En couverture : *murs de l'usine Raynal et Roquelaure, septembre 2008.*

Je ne crois plus en la vie
et aux choses positives
qui peuvent s'y lier
JE SUIS UN MORT VIVANT.
J'ai mal et je suis plein de
HAINE

MAIS, MAINTENANT, LA LACHETÉ … CELA SUFFIT!

Je voulais être LIBRE

Je dois crever au moins en me sentant libre
et en prenant mon pied. C'est pour
cela que je dois tuer des gens.
Une fois dans ma vie j'éprouverai
un orgasme…

Sois heureuse
et courageuse…
Je t'embrasse.
Richard

5

J'ai envie d'aimer

Je dois au moins essayer de vivre quelquechose de valable pendant six mois ou un an.

cela ne vaut pas le coup pour moi de vivre jusqu'à 35 ans, 40, voire + si c'est pour ne rien avoir

le temps qui défile et qui est VIDE

J'ai envie de vivre et de jouir un peu avant de CREVER

envie

Je peux être sauvé si je fais des rencontres très fortes et déterminantes...

si je refais l'amour...

si je fais un travail sur moi même pour croire que j'ai ma place sur Terre, que je peux avoir un peu de BONHEUR

Je suis seul, il n'y a aucun échange, mélange de corps de sentiments

ou je trouve le goût de VIVRE ou je meurs d'un coup sec mais pas petit à petit comme je le fais...

Le mouvement lycéen en Vaucluse

Au niveau national le gouvernement s'est fortement inquiété de la radicalisation des lycéens lors des manifestations de décembre. Un constat relativement similaire est possible en ce qui concerne le mouvement qui vient de réveiller les lycées du Vaucluse… et nous trouvons cela plutôt réjouissant (chacun ses goûts). Lors des précédentes mobilisations, les lycéens nous avaient plutôt habitués à n'entrer dans l'action qu'assez tardivement et mollement, mais pas ce coup-ci…

En décembre, la grève contre la réforme Darcos est partie comme une traînée de poudre pour toucher quasiment tous les établissements du département (à des degrés certes divers) : lycées généraux, techniques, agricoles et même plusieurs lycées privés (ce qui est assez rare). Des collégiens se sont parfois mobilisés. Le blocage (pour être dans le coup faut dire « *blocus* ») est aujourd'hui devenu le signal de la mobilisation. C'est le premier sujet de discussion, la première action (souvent spontanée), l'aune à laquelle on juge l'ardeur des autres établissements. Des blocages dans bien des cas filtrants : on laisse passer les profs, les Terminales, les prépas ou les collégiens selon les cas ou les jours… les bloqueurs en viennent à vérifier les carnets[1]. Des rumeurs parlent également de rares tentatives d'occupation d'établissement sans lendemain.



Si les blocages ont d'abord été le plus souvent des actions spontanées, les petits chefs (UNL ou pas) et bons petits citoyens (toujours aux basques de l'administration) ont vite posé le sempiternel problème de la légitimité, de la démocratie. Si nombre de lycéens se fichaient pas mal de ces questions pour agir, plus ou moins régulièrement furent organisés des votes pour décider des blocages (quelquefois déjà en place). Des votes organisés un peu à l'arrache à l'entrée des lycées ou bien parfois à l'initiative de proviseurs cherchant à empêcher (ou du moins canaliser) les blocages avec des votes à bulletins secrets à l'intérieur des établissements[2], mais à chaque fois les partisans du blocage l'ont emporté. Pourtant lorsqu'ils étaient plus de 80 % à se prononcer pour, ce n'était toujours qu'une poignée de lycéens qui assurait le blocage (la majorité des élèves rentrant chez eux ou traînant dans les bistrots). Il n'y avait pas de règle, le mode de décision pouvait évoluer au fil des jours sur un même lycée.

Autre point : les quelques membres de l'UNL ne semblent pas avoir réussi à contrôler le mouvement (à Aubanel[3], administration et RG avaient pour interlocuteur le responsable de ce syndicat qui n'était pour rien dans le blocage). La star UNL de Mistral, Marina, le déplore : « *tout est arrivé d'un seul coup sans prévenir. On est d'accord sur le fond, mais on aurait voulu des réunions d'information, plus d'organisation* ». Si les petits chefs disposaient d'un bon nombre de moutons, de nombreux lycéens ne les écoutaient pas, les sifflaient et leur crachaient à la gueule. A Mistral, les représentants autoproclamés étaient en nombre, mais pourtant le proviseur regrettait « *qu'il n'y ait aucun interlocuteur avec qui discuter* ».

Comme à chaque fois, les manifs sauvages ont parcouru les centre-villes, mais on peut noter que de nombreux « *incidents* » ont émaillé ces quelques jours : voitures dégradées (Avignon, Orange), une voiture déplacée au milieu de la rue, projectiles contre les flics (Orange, Carpentras) ou tentatives d'entrer en force dans des établissements. Des « *dérapages* » bien plus prégnants que par exemple lors du mouvement dit anti-CPE[4].
Les flics semblent pourtant s'être montrés assez souples et en retrait (des consignes auraient été données afin d'éviter d'enclencher un cycle répression/mobilisation) ; il ne semble pas qu'il y ait eu de déblocage par la police. Selon le rectorat, les flics seraient intervenus (le 10 ou le 11) au lycée professionnel Alexandre Dumas de Cavaillon et pour empêcher que des élèves envahissent le lycée Mistral à Avignon.
Un mouvement très rapide, assez speed et réjouissant pour un coin généralement tranquille… de quoi inquiéter les ministères alors qu'au même moment les lycéens grecs affrontaient en masse les flics.

Will & Céline

Notes :

1 D'où peut-être « *une certaine lassitude du rôle de flic* » dira ensuite un bloqueur acharné.

2 A Mistral, un vote devait être organisé avec le concours de l'administration le 18, mais comme Darcos a repoussé son projet, le proviseur l'annule considérant que le mouvement n'a plus lieu d'être.

3 A plusieurs reprises nous évoquons « *Mistral* » et « *Aubanel* ». Il s'agit des lycées généraux Frédéric Mistral et Théodore Aubanel situés dans le centre-ville d'Avignon, et ayant la réputation d'être bourgeois (surtout Mistral). Maria Casarès est lui un lycée professionnel situé extra-muros et fort peu bourgeois.

4 Cette inflation d'incidents est bien confirmée par des observations, des témoignages et toute une atmosphère ainsi que par les pitoyables journaleux locaux.

PETITE SCÈNE DE BLOCUS

Mardi 9 décembre, devant le portail bloqué du lycée Mistral, une centaine de lycéens sont rassemblés pour résoudre un problème : faut-il débloquer pour que se déroule à l'intérieur un vote à bulletin secret pour bloquer ? L'UNL est contre un blocus « *sauvage* » et menace de se désolidariser du mouvement si un scrutin n'a pas lieu. Suspens.
Un lycéen prend le mégaphone et monte sur une poubelle : « *Ben moi, j'pense que c'est à nous de décider, ici, si on poursuit ou non le blocage. Je pense qu'il faut pas débloquer. Et vous, vous voulez continuer le blocus ?* »
Les lycéens en chœur :
« *OUUUUAAAAAIS ! !* »
Un lycéen, propre sur lui et membre de l'UNL, s'avance, prend le micro et annonce : « *Bon voilà, nous avons fait une réunion avec le proviseur, des représentants de la PEEP et de la FCPE, et nous avons décidé de suspendre de blocus* ». Il repose le mégaphone. Gêne, incompréhension et quelques gueulantes dans la foule. Puis la discussion redémarre. Le lycée a été débloqué « *provisoirement* » dans l'aprem.



Je n'ai pas vécu,
Je n'ai rien vécu à 30 ans...

Personne...

J'en ai marre d'attendre désespérément une lettre ou un coup de téléphone alors que je n'existe plus pour personne... J'en ai marre des cauchemars de mort, d'autodestruction...

Je me sens vide intellectuellement, affectivement, culturellement

marre d'être le dépressif et le type qui fait pitié dans le meilleur des cas de service. Je suis fatigué de voir mon corps et mon visage vieillir et de constater que le temps passe... et que je n'ai rien.

Je ne suis plus qu'un numéro d'immatriculation dont tout le monde se fout

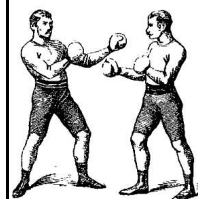
JE N'AI MÊME PLUS FAIM DE LA VIE

Je suis foutu

J'ai un bandeau sur les yeux et je tourne en rond dans une pièce en me cognant toutes les secondes à un meuble ou contre un MUR

2

PETITE CHRONO *peu exhaustive* :



Jeudi 20 novembre / Lors de la manif des profs contre les réformes Darcos, un gros cortège lycéen est en tête.

Vendredi 5 décembre / A Avignon, les lycéens de Mistral sont les premiers à bloquer leur établissement.

Lundi 8 / Le lycée Aubanel est bloqué à son tour. Le lendemain Victor Hugo à Carpentras est bloqué et Henri Fabre s'éveille.

Mardi 9 / Devant le portail bloqué d'Aubanel on vote tout de même pour ou contre le blocage. Un anti-bloqueur s'enfuie avec l'urne (hahaha !).
Au lycée Jean Vilar de Villeneuve-lez-Avignon les chariots du supermarché voisin s'amoncèlent devant les grilles. La veille, les lycéens ont démocratiquement et massivement voté le blocus.

Jeudi 11 / Au moins treize lycées vauclusiens sont bloqués (à Avignon, Orange, Carpentras, L'Isle-sur-La-Sorgue, Pertuis) et trois perturbés (dont un par la neige).
Manif sauvage dans Avignon. La police doit intervenir près du Lycée Maria Casarès suite à des « *dégradations* » (l'administration a fermé le lycée pour éviter les problèmes à l'intérieur). 40 à 50 lycéens arrivent en centre-ville, tentent de pénétrer dans Mistral « *sans ménagement* », « *terrorisent quelques automobilistes* » et dégradent des voitures dans la très bourgeoise rue Joseph Vernet. Selon les journaleux, c'est la panique en ville !
Devant Victor Hugo, des poubelles sont enflammées. Lorsque les flics arrivent, ils sont reçus par des jets de pétards. Deux interpellations.



Vendredi 12 / Mistral cesse le blocage car CVL et UNL, qui veulent rendre plus démocratique le blocus, organisent (avec l'aide de l'administration) un vote à bulletin secret : 88 % pour le blocage. Manif sauvage dans Avignon (une voiture est déplacée au milieu de la chaussée, tentative d'occuper la gare).

Lundi 15 / En fin de matinée Darcos annonce le report de la réforme du lycée.
A Aubanel les petits chefs et l'administration se sont entendus pour que les cours reprennent et que soit organisé un vote… 82 % pour le blocage. Manif à Orange de 400 lycéens, deux voitures « *cassées* » (dont celle d'un proviseur).

Mardi 16 / Manif à Orange d'une centaine de lycéens, face à face tendu avec la police. Un jet de canette, trois interpellations (relâchés sans poursuite). Le blocage continue à Mistral, Aubanel et René Char.

Jeudi 18 / Avignon : manif d'un millier de lycéens d'Avignon, Carpentras et Tarascon. Très bien dirigé par les petits chefs de l'UNL, le cortège part de la gare pour atteindre (avec une lenteur digne des manifs de retraités) la Place du Palais. Un lycéen propose au mégaphone que la manif continue et aille bloquer la gare SNCF. Un RG se jette aussitôt sur lui et le menace de poursuites judiciaires si cette action se réalise… les petits chefs de l'UNL l'empêchent de poursuivre en balançant au micro des slogans lénifiants puis, à la demande du RG, appellent les lycéens à se disperser, et à « *ne surtout pas aller à la gare* ». Le lycéen « *fauteur de troubles* » subit un peu plus loin un contrôle d'identité…

Vendredi 19 / Les cours semblent reprendre un peu partout. A Aubanel les absences ne sont même plus comptabilisées.

Lundi 5 janvier / Multiples tentatives de blocage dans la journée à Maria Casarès.

Mardi 6 janvier / Tentative de blocage à Aubanel.

 Grève de quatre semaines des ouvriers de Raynal et Roquelaure à Camaret-sur-Aygue



Des ouvriers d'une petite usine de raviolis qui décident eux-mêmes de se foutre en grève pour une augmentation uniforme des salaires et qui tiennent quatre semaines leur piquet de grève c'est tout de même pas si fréquent, ça mérite un détour…

La grève est décidée et débute le 26 août lorsque les ouvriers se réunissent spontanément en assemblée générale[1]. Leur revendication : une augmentation *uniforme* de 80 €. Ce n'est que par la suite qu'ils demandent aux responsables syndicaux s'ils veulent les rejoindre[2]. Ces derniers (CGT, FO, CFDT unis) vont canaliser au mieux le mouvement dans les normes et la légalité républicaines. Les jeunes qui veulent occuper l'usine se voient expliquer que ce n'est pas possible car illégal ! De bons conseils lénifiants qui ne sont sans doute pas étrangers au fait que, le 3 septembre, les grévistes abandonnent l'idée de séquestrer le PDG de la boîte.
Le 2 septembre, les grévistes bloquent l'accès des camions qui très rapidement n'ont plus rien à transporter car la production est arrêtée (la direction assigne en justice 15 grévistes et les délégués syndicaux pour ce blocage mais elle est déboutée parce que les huissiers ont bâclé leur boulot). Ils sont environ 190 à se relayer pour tenir le piquet de grève, soit la quasi-totalité des ouvriers (exceptés les intérimaires et les CDD)[3].

Le mardi 9 septembre les grévistes organisent une manifestation dans Camaret. Le lendemain les négociations cessent car le Directeur Marc Unterstock refuse de céder, si ce n'est une généreuse augmentation de 0,8 % pour « *maintenir le pouvoir d'achat de notre personnel* » (en gros 8 € pour les bas salaires)…

Norbert Glemet le Directeur général écrit ensuite aux ouvriers pour les convaincre de reprendre le travail. La lettre est accompagnée d'un CD où le dirlo lit sa prose (« *il nous prend pour des illettrés ?* », s'indigne un gréviste). Pour lui, les grévistes ne sont que des « *extrémistes suicidaires, déconnectés de la réalité économique et sociale* » et une grève, c'est « *une image décalée comme, dans un film de guerre, une pause sur un étang calme et fleuri avec le chant des oiseaux tranquilles* » (sic). Dans un contexte de « *ralentissement de l'économie européenne,* […] *demander une telle augmentation des salaires et se bloquer dans une situation de non-retour, et bien oui, je trouve cela inconvenant, décalé* », s'enflamme le patron du plus grand site européen de production de sauce tomate : « *Cela ressemble à de la provocation, à une envie d'en découdre, c'est suicidaire et nauséabond* ». N'ayant sans doute que faiblement apprécié la belle prose patronale, les ouvriers continuent et le bras de fer se poursuit.

Une ultime négociation, sous l'égide de la DDTE, s'ouvre le 18 (à la salle des fêtes, loin de la pression des grévistes). Le lendemain, à 12 h, les grévistes sont réunis devant la boîte. Les syndicalistes exposent très objectivement les résultats obtenus, assez proches des revendications (ils ne prennent pas partie, si ce n'est pour souligner les avancées). La poursuite de la grève est décidée : 80 € pour tous et le paiement des jours de grève !
Le soir, les délégués reviennent sans rien de plus et se montrent sans doute plus persuasifs. L'arrêt du mouvement est voté. Le 20 septembre, patrons et syndicats signent un protocole de reprise du travail :

Je Grève trop

+le temps passe+ je m'enfonce

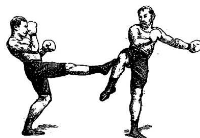
Je ne m'exprime plus et tout se décide sans moi, sans ma participation. J'ai 30 ans et je suis vraiment devenu dingue et faible

J'espère me prouver que je suis encore en vie même si objectivement tout prouve le CONTRAIRE

Je ne sais vraiment rien faire et je suis de + en + déglingué PHYSIQUEMENT

J'ai envie d'y aller pour TUER l'ennui, pour avoir le sentiment de me sentir encore vivant, pour rompre le conformisme pour ROMPRE l'indifférence et me sentir encore JOUIR

Belles et rebelles radios

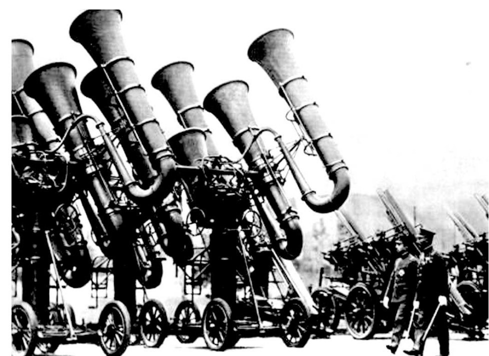


HAINE DES CHAINES
Contre toutes les prisons et la société qui les génère ! Pour briser le silence propre au milieu carcéral, *Haine des Chaînes* entend consacrer une partie de son émission à ce qui se passe dans les taules. Témoignages et réflexions d'ex-futurs prisonniers sont donc les bienvenus.
Quant au reste, *Haine des Chaînes* trouvera toujours les mots pour exprimer son rejet de toutes formes d'enfermement.
Un lundi sur deux, de 20 h à 21 h, sur Radio Galère 88.4 FM (Marseille et environs).
Ou bien sur http://hainesdeschaines.free.fr

LE COMPLOT DES CAGOLES
Emission féministe préparée par un groupe non-mixte. Chaque premier mercredi du mois, de 20 h à 22 h, sur Radio Galère 88.4 FM (Marseille et environs).
complotdescagoles(at)gmail.com

BASSE INTENSITE
Infokiosk radiophonique en direct des faubourgs de l'antimonde. Infos sur la guerre sociale, les révoltes en tout genre, les squats, présentations de brochures et autres lectures subversives.
Chaque quatrième mercredi du mois, de 21 h à 22 h, sur Radio Galère 88.4 FM (Marseille et environs).
Ou sur http://basseintensite.internetdown.org

On peut écouter les derniers opus de ces trois émissions sur http://radio.galere.free.fr



Quelques sites

DOSSIER « MAUVAISES INTENTIONS »
La page d'Infokiosques.net consacrée aux arrestations de 2008 sous juridiction antiterroriste avec des infos récentes, une revue de presse/web très complète et la brochure *Mauvaises intentions* à télécharger.
http://infokiosques.net

DES NOUVELLES DU FRONT
Le blog de la galaxie communisation fort bien fichu avec de nombreuses infos sur les grèves, luttes et émeutes en France et à travers le monde, des liens théoriques et pratiques.
http://dndf.org

EMEUTES ET AMOUR
Blog d'info sur la situation en Grèce avec la traduction de nombreux textes.
http://emeutes.wordpress.com

ANTHROPOLOGIE ÉMEUTIÈRE
Un blog universitaire assez étrange sur lequel on trouve une importante base documentaire sur les émeutes à travers le monde (de Shanghaï à Cavaillon). Actualisé fréquemment.
http://berthoalain.wordpress.com

JE CREVE TROP

La BD ci-contre a été réalisée en 2003 par un camarade qui nous l'a faite parvenir. Le texte est composé d'extraits d'écrits de Richard Durn publiés dans la presse.

Richard Durn, ancien militant du PS, des Verts, de la LDH et d'une asso humanitaire, en vient à détester ces citoyennistes qu'il connait trop bien et à ne plus supporter la survie qu'on nous impose.
Le 27 mars 2002, à la fin du conseil municipal de Nanterre, il sort deux flingues et se met à tirer. Il veut tuer, mais pas au hasard. Il vise cette « *mini élite locale* » qu'il exécre. Il exécute huit élus municipaux et en blesse 19 autres. Il tente ensuite de se suicider mais il est capturé. Il se serait ensuite suicidé, lors de sa garde-à-vue, en se jetant du quatrième étage du Quai des Orfèvres.

- 75 € d'augmentation pour les bas salaires à compter du 1er janvier 2008 (notamment pour les 40 jeunes). Unterstock trouve finalement que cette augmentation des bas salaires est « *une bonne mesure* » ;
- 63 € d'augmentation pour les salaires les plus importants ;
- Dans l'avenir, les négociations salariales devront au moins rattraper l'inflation ;
- Un financement sur 3 ans du Comité d'entreprise de 70 000 euros de plus pour les 3 ans à venir ;
- 16 jours de grève sont retenus, 10 échelonnés sur 10 mois et 6 sont à récupérer.

L'accord se conclut par « *un engagement réciproque de travailler sur le dialogue social pour que ce type de conflit ne réapparaisse pas* », ce qui, dira un journaleux, est « *une sortie de crise exemplaire en somme* ». Le travail reprend donc le lundi suivant… jour que les ouvriers des deux autres usines du groupe avaient choisi pour une grève de solidarité[4].

Mélusine Hanfeu

Source : nombreux articles de *La Provence* et du *Vaucluse matin*, site de la CGT 84 & témoignages.

[1] Le moment n'est pas anodin puisqu'on est alors en pleine période de la tomate, là où le boulot est le plus urgent pour la fabrication des sauces et autres raviolis.
[2] La grève n'est donc pas à l'initiative des syndicats de la boîte comme le falsifie un communiqué du NPA d'Avignon.
[3] Les cadres rejoignent le mouvement pendant une journée.
[4] Pour tenir, les grévistes collectent de la thune en déposant des boîtes chez les commerçants du village. Le 26 septembre, des « *jeunes* » font en soutien une projection et une tombola à Avignon ; les syndicats de la boîte organisent un loto de solidarité à Camaret le 12 octobre. Pendant plusieurs jours une banderole appelant au soutien des grévistes surplombe la voie rapide à Avignon.



Produire de la merde rapporte gros… … aux patrons !

L'usine de Camaret-sur-Aigues (près d'Orange) produit les raviolis Buitoni, les sauces Maggi, les plats cuisinés Zapetti, etc.
Elle a appartenu jusqu'en 2003 au géant de l'agroalimentaire Nestlé. Ce dernier, dans sa stratégie de désengagement européen, l'a cédée à la PME Raynal et Roquelaure (société fondée en 1876 et qui, depuis 1972, appartient au groupe COFIGEO).
Le rachat de la boîte a entrainé une refonte des statuts et la perte de nombreux « *avantages* » : 80 € de prime de nuit, demi-salaire de plus en juin, prime de transport, prime de participation, 500 € d'intéressement pour les nouveaux embauchés, etc. Les conditions sont encore plus dures pour la quarantaine de jeunes embauchés depuis. Le nombre de salariés a également diminué ce qui n'a pas empêché la production du site d'augmenter : 45 000 tonnes en 2003 avec 272 salariés ; 48 000 tonnes en 2008 avec 220 salariés. Cette surexploitation entraîne la dégradation des conditions de travail (en 2008, il y a eu au moins 14 accidents du travail, dont un intérimaire aux doigts sectionnés). Les salaires, quant à eux, stagnent : un ouvrier touche 1 009 € net par mois, 1 080 € en 3x8 (la moyenne des salaires serait autour de 1 700 € mais cela prend notamment en compte l'ancienneté qui est de 20 à 30 ans pour nombre des ouvriers).
Le chiffre d'affaires des trois usines de Raynal et Roquelaure est passé, lui, entre 2002 et 2007, de 64 à 170 millions d'euros ; celui de COFIGEO a augmenté en 2008 de 19,9 %. Selon la direction de Camaret, les comptes sont pourtant « *juste à l'équilibre* », ce qui ne l'a pas empêchée, en 2007, d'augmenter le salaire de son DRH : 1 000 € de plus par mois !
L'usine a connu une grève en 2006 : les salariés demandaient 75 € d'augmentation, mais le mouvement avait cessé pour que cette revendication puisse être négociée. La direction refusa et le DRH expliqua : « *si vous vouliez vos 75 €, il fallait rester plus longtemps sur le parking !* ». Un conseil qu'en 2008 les ouvriers vont suivre en refusant d'arrêter la grève pour que débutent les négociations. Sur le parking, ils y restent !

BREVES GENERALES



Comme dans le précédent numéro, voici une liste (non exhaustive) de grèves, révoltes et autres en Vaucluse (sauf mention contraire) qui ont eu lieu depuis la sortie du précédent n° d'Incendo en mai 2008… donc huit mois de brèves !
Pas facile à débusquer, ces infos sont tirées de la presse bourgeoise locale, de médias syndicaux, parfois de témoignages (nous ne l'avons pas précisé faute de place). N'hésitez pas à nous faire part de ce qui se passe près de chez vous ou dans votre boîte.

22 mai 2007

Avignon : près de 7 000 manifestants. Journée nationale de grève « *pour la défense de la retraite solidaire* » à l'appel de tous les syndicats (selon la CGT, des salariés de 30 entreprises du privé et de 30 du public du département sont en grève).
Dans l'après-midi, une trentaine de lycéens tentent de bloquer la gare SNCF puis se reportent contre la gare routière. Ils s'assoient au milieu des cars pendant une demi-heure et cadenassent le portail de sortie. Ils sont délogés par les flics (dernier soubresaut du mouvement débuté en avril contre les suppressions de postes d'enseignants et la réforme du bac).

26 mai

Avignon/Carpentras, DGI : journée nationale d'action des agents des impôts contre des suppressions de postes. Centre bloqué à Carpentras. A Avignon, une cinquantaine de grévistes cadenassent à deux reprises l'entrée de la Cité administrative. Intervention policière dans les deux cas ; à Avignon, les grévistes délogés enferment les flics à l'intérieur.

5 juin

Avignon, ADVSEA : débrayage de 2 h à l'appel de CGT et CGC pour notamment « *de réelles conditions de vie et de travail* ».

Le Pontet, SEPR : grève de 1 h 30 à l'appel de la CGT suivie à 61 %. Pour la réouverture des négociations salariales, la revalorisation de la prime de vacances et le doublement de la prime d'éloignement transport.

6 juin

Gordes, La Poste : grève des facteurs (80 % de grévistes) contre le projet *Facteurs d'avenir*.

10 juin

Avignon, Fonction Publique : grève contre la RGPP (révision générale des politiques publiques) qui menace 160 000 emplois dans les 4 prochaines années dont 80 000 dans l'éducation. Manifestation (CGT, FSU, SUD) de 500 personnes.

SNCF : grève (CGT, FO, Solidaires) contre la filialisation du fret (visant à isoler 20 000 cheminots du reste de l'entreprise).

Carpentras, confiserie Saint-Siffrein : suite à une négociation salariale qui n'a pas abouti, une grève éclate et un piquet se met en place. Les salariés (une centaine dont 60 saisonniers) s'opposent aussi à une fusion annoncée (crainte d'une fermeture de l'usine). Après 2 jours de grève, ils obtiennent de 3 à 5 % d'augmentation et plusieurs primes (dont une prime d'assiduité d'un montant de 32 € brut / mois, et une prime de transport dans le cadre de la fusion d'un montant de 256 € brut). C'est la première grève dans cette boite depuis sa création en 1955 !

Carpentras, SDE : 400 manifestants devant

OUTRAGE. N°3, Octobre 2008.
Un canard « *incendiaire* », qui relaie les luttes, outils de lutte et critiques pour la lutte, principalement centré sur Lyon et ses environs, mais pas que. Dans ce dernier opus, il est question entre autres de la pacification urbaine, de la répression policière, et de la chasse que subissent tant les Roms que les prostituées. Sans oublier la très ludique fiche pratique, un agenda « *pour se capter* » et les fameux mots croisés.

outrage(at)riseup.net

A CORPS PERDU. N°1, décembre 2008.
Toute nouvelle revue « *anarchiste internationale* » qui « *part d'une exigence commune : dépasser la nécessaire agitation du quotidien des luttes pour prendre le temps de l'approfondissement et aiguiser nos armes. Parce que nous ne séparons pas la théorie de la pratique, que nos désirs de liberté se forgent d'expériences comme de réflexions, nous avons souhaité apporter une autre contribution à la guerre sociale en cours. Un moment qui soit une source d'idées et pas d'opinions, un lieu où réinventer un espace commun de débat à partir de contextes particuliers* ». Nous venons tout juste de recevoir cette revue relativement dense et n'avons donc pas encore eu le temps de toute la dévorer pour en donner réelle vu d'ensemble. Mais du moins à ce que nous en avons lu, on ne saurait que vous en conseiller la lecture.

A commander contre 3€ à : A corps perdu, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris. (chèque à l'ordre de « Ce ») ou revue.acorpsperdu@gmail.com
Bientôt téléchargeable sur http://www.acorpsperdu.net

COURANT ALTERNATIF.
N° 185, décembre 2008.
On ne présente plus le mensuel de l'OCL… En ouverture de ce numéro, un rappel pour les têtes en l'air : malgré la crise, le capitalisme ne va pas s'effondrer, il a besoin de notre aide. Au sommaire du mois de décembre : la crise ; quelques réflexions sur les premières élections prudhommales depuis la loi sur la représentativité ; des nouvelles des luttes des sans-papiers et des mesures du ministère de l'Identité nationale pour bouter la Cimade hors des CRA ; un retour sur les mobilisations en Corse contre un Plan d'Aménagement et de Développement durable (PADDUC) ; évidemment un article en solidarité aux inculpés du 11 novembre ; et toujours, *Big Brother*, brèves du contrôle. Puis la rubrique « *sans frontières* » : la « *Thaïlande au bord de l'anarchie* », qui est le théâtre de violents affrontements entre police et populations ; les raisons de l'arrivée au pouvoir d'Obama ; et pour finir, une réflexion sur Israël et Palestine, intitulée « *A quoi sert le sionisme ?* ». Une bonne lecture…
Signalons au passage la sortie d'un nouveau Hors Série (n° 14, déc. 08-fev. 09) : « *14-18, le creuset des totalitarismes* ».

http://oclibertaire.free.fr
oclibertaire(at)hotmail.com
OCL c/o Egregore, bp 1213, 51058 Reims cedex.

LES BULLETINS DE L'IHS.
L'Institut d'Histoire sociale CGT de Vaucluse publie depuis quelques mois des bulletins revenant sur l'histoire des luttes ouvrières et du syndicalisme. On regrettera l'inévitable ton syndicaliste et laudateur cégétiste assez pénible lorsque les auteurs abordent par exemple Mai 68 en Vaucluse mais moins prégnant lorsqu'il s'agit des grèves du XIXe siècle… malgré tout, la lecture de ces bulletins est assez enrichissante pour ceux qui s'intéressent à l'histoire des luttes sociales. La dernière parution (n° 6, septembre 2008) revient encore sur Mai 68 en reproduisant un texte de la CGT de l'époque (sans aucun commentaire alors qu'il en aurait bien mérité), décrit une grève des papetiers de Fontaine du Vaucluse en 1909 et aborde longuement les conférences que trois militantes révolutionnaires et féministes sont venues faire à Avignon en 1906 et 1910 : Gabrielle Petit, Madeleine Pelletier et la « *citoyenne Sorgue* ».

Bulletins téléchargeables sur www.cgt84.com



REVUE DES REVUES...

HAUTE TENSION. N° 3, octobre 2008

Le Collectif Radicalement Anti-Nucléaire, basé à Caen, nous propose sa troisième feuille d'infos, qui met la Drôme à l'honneur : nous y trouvons un récapitulatif des accidents de cet été, ainsi qu'un extrait de votre canard préféré (*Incendo*) relatif à ITER et aux sites nucléaires de Rovaltain et Tricastin... Il y a également un retour sur des luttes anti-nucléaires en Basse-Normandie et ailleurs, une liste d'« *incidents* » nucléaires en Europe et des tracts anti-EPR, le tout est principalement consacré au dernier « *été particulièrement radioactif…* ».

http://anartoka.com/cran cran(at)no-log.org

TOUT DOIT PARTIR. N° 3, Octobre 2008.

Nouvelle revue belge (N° 0 en avril 2008) « *mise sur pied pour diffuser* les *révoltes en compilant quelques méfaits de la guerre sociale en cours* ». Dans ce troisième volet, on trouve des infos sur les taules et autres centres fermés, un aperçu « *sur l'antiterrorisme à la française* », et également un gros dossier sur le nucléaire, avec l'incident de Fleurus et sa gestion « *démocratique* » ainsi que quelques retours historiques sur les luttes anti-nucléaires.

Liquidation totale de tout ce qui nous détruit !

toutdoitpartir(at)boum.org

L'ENVOLÉE. N° 24, novembre 2008

La dernière livraison ce journal anticarcéral revient sur la médiatisation des suicides en prison (rappelant qu'avant que Dati n'en parle dans tous les journaux, et n'annonce son nouveau projet de loi, il y avait un suicide tous les trois jours). Les mesures prises par le gouvernement n'ont d'autre but que de rassurer le bon citoyen sur les conditions de détention, alors que l'enfer est toujours le même pour les prisonniers. En lien, les évasions, notamment celle de Ferrara du mitard de Fresnes, et le procès qui s'ensuivit avec cette question d'un avocat à l'ancien directeur de la prison : « *une évasion vaut-elle mieux qu'un suicide ?* »… Visiblement embarrassant pour les autorités. Egalement dans ce numéro, un retour sur l'incendie du CRA de Vincennes, des témoignages de prisonniers en lutte, des réflexions sur les femmes en prison : la pénalisation de l'infanticide comme un pas vers la remise en cause de l'avortement ? Mais aussi des articles sur les prisons du dehors, avec les empreintes génétiques et la biométrie en milieu scolaire.

L'envolée c'est aussi une émission de radio (voir fréquence et horaires sur le site).

http://lejournalenvolee.free.fr envoleeradio@free.fr
L'Envolée, 43 rue de stalingrad, 93100 Montreuil

ECHANGES. N° 126, automne 2008

Nouvelle livraison du bulletin du réseau « Echanges et mouvement » avec évidemment des articles pour essayer de comprendre la crise (et sur les effets sociaux de la crise aux USA) ; la relation de grèves aux quatre coins du monde : celle des camionneurs en Espagne (qui a paralysé le pays) ; celle des dockers roumains, ou bien celles plus surprenantes d'ouvrières asiatiques (véritables intérimaires internationales) venues bosser dans les usines roumaines. Des articles de fond, beaucoup d'infos, de nombreux liens vers d'autres revues, des notes de lecture, etc. On comprend par contre pas du tout pourquoi est diffusé avec ce n° un tract du réformiste Réseau sortir du nucléaire... *Echanges* est un outil pratique et quasiment indispensable pour qui s'intéresse un peu à la lutte des classes.

Echanges, bp 241, 75866 Paris cedex 18.
http://www.mondialisme.org

CETTE SEMAINE. N° 96, été 2008.

Au sommaire de cet incontournable journal qui recense nombre de méfaits de la guerre sociale : un gros dossier « *mauvaises intentions* » revient sur le terrorisme d'Etat, et publie des lettres des engeôlés par des tribunaux anti-terroristes, ainsi qu'une chronologie de la solidarité ; des retours sur les luttes de sans-papiers ou en solidarité ; toujours une importante rubrique sur les squats et sur les restructurations urbaines, avec en plus une mise à mort dans les règles de l'art du « *journaflic* » et une critique des camarades qui pensent l'utiliser ; enfin, des nouvelles de la guerre sociale en Italie et en Belgique.

http://cettesemaine.free.fr cettesemaine@no-log.org
Cette semaine, bp 275, 54005 Nancy Cedex

le centre régional de la SDE pour une hausse des salaires, de meilleures conditions de travail, de nouveaux statuts.

11 juin

Le Pontet, SDE : grève des salariés (journée nationale). C'est la première grève depuis 1958.

14 juin

Avignon, SNCF : grève des agents de conduite d'Avignon sur la question de l'amélioration des conditions de travail, de charge supplémentaire de travail, et la mise en formation de conducteurs sur matériel spécialisé. Le mouvement dure au moins jusqu'au 17.

6 juin, Branoux-les-Taillades (Gard), conserverie du Mont-Lozère

Les 22 salariés de cette usine de conserve de champignons chinois sont en grève avec le soutien de la population locale suite à l'annonce de la direction de la fermeture du site le 15 juillet pour cause de « *marasme économique* ». Le patron ne veut pas d'un repreneur qui deviendrait un concurrent. Les salariés dénoncent une délocalisation déguisée de l'usine en Pologne. Le proprio, France Champignon (détenu par le fonds d'investissement français Butler Capital Partners, connu pour investir dans des sociétés en difficulté avant de les revendre après restructuration au bout de quelques années), y possède déjà plusieurs usines. Les grévistes surveillent l'usine nuits et jours par crainte du déménagement du stock (1,5 millions €) et des machines. Un vieux du village déclare : « *Il faut agir comme les patrons voyous, et tout faire sauter si la direction fait la sourde oreille* ». Après 50 jours de grève ils passent à l'occupation de l'usine puis, le 13 août, brûlent une partie du stock. Le 8 septembre, après trois mois de grève, un accord est signé : engagement du proprio à rechercher d'éventuels repreneurs (à condition qu'il n'y ait plus d'activité champignon en sec) et modalités de licenciement (chaque salarié devrait toucher une indemnité supra légale de licenciement de 16 000 €) .

17 juin

Journée d'action interprofessionnelle pour les retraites et le temps de travail : manifestation à Avignon de 5 000 personnes (CGT, CFDT, FSU). Selon la CGT, des arrêts de 24 h ont touché : Energie, Poste et France télécom, SNCF, conseil général, impôts, équipement, CHM, CHA, SDEN, SGPEN, mairie et hôpital de Vaison, CH Cavaillon, Lauris, Pertuis, Valréas, Isle-sur-la-Sorgue, Gordes et Carpentras, ADVSEA, APEI Avignon. Des arrêts de travail de 1h à ½ journée ont touché : Conserverie St Sifffren, Noblemat, SAE, IME la Bourguette, Daunat, la Merci, Auchan, CAT Kerchène, CAT Fournilier, Packetis, Pacvert, Carrefour Orange, Intermarché Orange, APEI Orange, AVAPT, ADEF Foyer de l'enfance, Ime l'Alizarine Vivaldi, Réseau Villa, EPST Antoine Isle-sur-la-Sorgue, Liebig, SEPR, SNPE–Eurenco, Gerflor, Platrières Mazan, Raynal et Roquelaure, Continentale Nutrition, Ambulances vaisonnaises, Isover st Gobain, Ducros, Papeteries Malaucène, Sircom d'Apt, Tx Avignon, Tx Vaison, Tx Courthezon, Tx Bollène, Parc du Luberon, OPHLM, Pompiers, Geleurop et Effiage.

18 juin

France bleue Gard-Lozère : grève.

2 Juillet

Avignon / Le Pontet, Auchan : grève de 1 h 30 à Mistral 7 (20 grévistes) et Auchan-Nord (15 grévistes) le premier jour des soldes contre la décision unilatérale de la direction de prendre un jour férié pour la journée de solidarité et pour le pouvoir d'achat (à l'appel de CGT et CFTC).

5 Juillet

Le Pontet, Auchan : grève de plusieurs dizaines de salariés dès 3 h 30 du matin (à l'appel de FO) contre « *les salaires de misère et le non-remplacement des départs en retraite et même des départs en vacances* ».

10 juin, Pujaut (Gard), usine KP1

90 % des ouvriers en CDI sont en grève (appel de CFDT, CGT et CFTC). C'est « *le ras-le-bol* » ! Le mouvement débute lorsque des salariés de l'usine KP1 de Grigny (Rhône) en grève depuis six jours, viennent expliquer leur lutte. Ils sont accueillis entre midi et deux par les salariés de Pujaut. Parmi ces derniers, certains refusent de reprendre le boulot et le soir la grève est décidée. Elle se propage ensuite à une autre usine du groupe à Bédarieux (Hérault), un piquet de grève s'installe. Leurs revendications (les mêmes que celles de Grigny) : 100 € d'augmentation de salaire (la direction en propose 50 pour des ouvriers qui gagnent 980 € net) ; amélioration des conditions de travail ; primes incluses dans les salaires et possibilité de prendre 5 semaines consécutives de congés pour les travailleurs d'origine étrangère ; paiement des jours de grève.
La direction intransigeante demande l'arrêt de la grève pour entamer des négociations ; le 19 juin, les syndicats ayant « *l'objectif* » de 60 € d'augmentation, les grévistes décident de suspendre le mouvement pour négocier. Un accord est signé le lendemain : 60 € d'augmentation (6 %), l'intégration de 35 € de prime dans le salaire, une prime de transport mensuelle de 7 € et les 5 semaines consécutives de congés (une année sur deux). Les syndicats apprécient « *positivement le contenu de cet accord* » et le lundi matin (le 23) les salariés décident de la reprise.
L'usine de béton contraint a 230 à 240 salariés dont beaucoup de CDD et d'intérimaires à cause de la pénibilité du travail. KP1 est un groupe industriel français leader sur le marché du béton précontraint (poutres et dalles en béton). Un de ses principaux actionnaires est un fond d'investissement britannique Doughty Hanson & Co. En 2007, KP1 dispose de 1400 salariés, 2 usines de fabrication en Pologne, 1 bureau d'étude en Tunisie, 19 sites industriels (dont Pujaut) et 12 agences et dépôts en France. Son siège national se trouve au MIN d'Avignon.
Sarkozy était venu visiter le 6 mai dernier l'usine présentée comme une vitrine en terme de développement économique et d'emploi des seniors.

28 Juillet

Vergèze, Perrier : grève en soutien à l'un des responsables CGT du CE de l'usine d'eau minérale. Lors d'une fête de village (en octobre 2007), ce dernier avait cassé la gueule à un cadre de la boîte (pour une raison perso). La direction (qui depuis la reprise en 1992 par Nestlé a lancé une chasse aux syndicalistes) décide d'utiliser ce prétexte pour le virer. Un licenciement refusé par l'Inspection du travail puis autorisé par le ministère le 28. Après une semaine de grève le tribunal administratif décide de l'annulation du licenciement et de la réintégration du salarié. Le travail reprend le 5 août au soir.

18 juillet

Avignon, intermittents du spectacle : manif de 600 personnes à l'appel de la CGT.

26 août

Camaret-sur-Aygues , Raynal et Roquelaure : grève (voir p. 6).

12 septembre 2008

Le Pontet : un homme de 22 ans, incarcéré au Centre pénitentiaire pour vol de cuivre, se donne la mort. C'est le douzième suicide en 5 ans dans cette prison hight tech ouverte en 2003 ; prévue pour 600 places, 716 prisonniers y sont entassés. Le 24 septembre, une marche silencieuse à sa mémoire a lieu à Avignon.

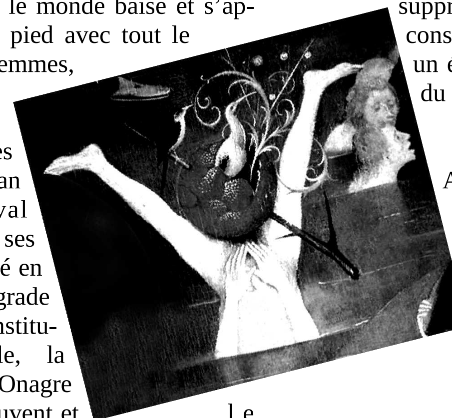
23 septembre

Avignon, La Poste : journée de grève nationale contre la privatisation de la Poste. Rassemblement de 200 à 300 personnes devant la poste centrale.

25 septembre

Nîmes : dans la nuit, huit sans-papiers s'évadent du Centre de rétention administrative. Trois sont rapidement rattrapés. Les cinq autres courent toujours. Bonne chance !

frère de cette femme tue l'homme puis se fait occire par le frère de ce dernier... jusqu'à ce que les deux familles soient complètement anéanties. Cette histoire sert d'exemple à tous et plus personne à partir de ce moment n'agit contre le désir d'autrui. L'attachement de tous au bon traitement du plaisir de chacun est tel qu'une autre proposition est adoptée par le conseil : « *toute personne qui rencontre une autre personne qui la désire, et qu'elle désire en retour, devra alors répondre à ce désir* ». D'ailleurs, tout le monde s'en donne à cœur joie, et (sans aller bien loin dans la transgression des genres) tout le monde baise et s'applique à prendre son pied avec tout le monde (hommes, femmes, enfants, animaux…).



Si la religion est très présente dans le roman (contexte médiéval oblige), l'Eglise, ses doctrines et son clergé en prennent pour leur grade (comme toutes les institutions). Par exemple, la confusion que font Onagre et Avanie entre le couvent et le bordel. A cette lecture, on ne peut s'empêcher de penser à toutes les sectes millénaristes médiévales (bégards, taborites, adamites, Frères du libre esprit, Thomas Müntzer, etc.) qui enflammèrent, parfois physiquement, l'Europe en tentant d'instaurer une sorte de paradis terrestre communiste. Dénonçant (à divers degrés) l'argent, la propriété, l'Eglise et toutes les autorités, critiquant parfois le travail ou la répression sexuelle, leurs épopées étaient ponctuées du massacre de nobles, bourgeois et curés… mais le monde d'Archaos est quant à lui bien moins sanglant.

Il serait impossible de raconter ici toutes les péripéties, retournements de situations et rebondissements qui se succèdent dans le roman. Il est une belle métaphore (autant qu'un encouragement) de la destruction du vieux monde. A la base de la pensée de Rochefort dans ce livre, le plaisir qui est, par essence, révolutionnaire. Parce qu'il nécessite d'être libre pour être vraiment Plaisir. Les Archaotes vont abandonner l'argent, la propriété, le travail et le Pouvoir, les rapports de domination entre hommes et femmes, et sur les enfants, parce qu'ils ne préfèrent rien d'autre que de jouer et de baiser ensemble.
Ainsi, en proposant, parfois par l'absurde, une critique d'un système basé sur la valeur d'échange, Christiane Rochefort démantèle les rapports de pouvoirs, entre les classes aussi bien qu'entre les sexes. Et dans sa proposition, supprimer l'argent est, avec la reconsidération du rapport au plaisir, un élément clé dans la destruction du vieux monde.

Ah… si c'était si simple…

David Baudrieu

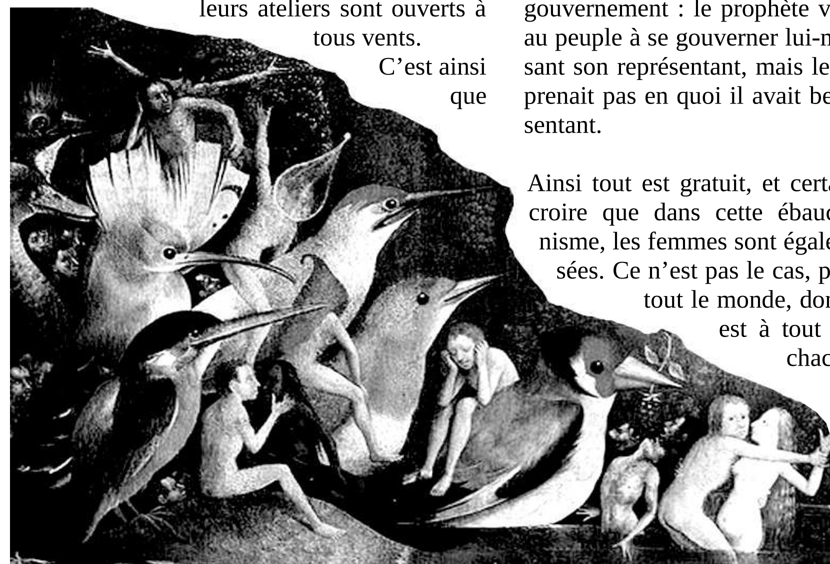
Lorsqu'elle écrit *Archaos*, Christiane Rochefort (1917-1998) est déjà une auteure célèbre, après les parutions du *Repos du Guerrier* en 1958 et des *Petits enfants du siècle* en 1961, bien que choquante pour de nombreux critiques, du fait des libertés qu'elle prend avec la pudeur et les tabous qu'elle brise tout au long de son oeuvre : sexualité libre, inceste, homosexualité, refus des oppressions (état, parents, travail, genre, etc.).
Militante féministe, elle fonde également en 1971 le mouvement Choisir, avec Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir, puis participe au MLF.



Archaos ou le jardin étincelant est disponible aux éditons Grasset, collection Les Cahiers Rouges, 1999, 448 p.

La seconde cible de Christiane Rochefort est le système marchand. La deuxième loi promulguée par Govan dit que « *tout est gratuit* », autrement dit, tout est à tout le monde… Cette loi ne s'applique toutefois que progressivement, et avec une logique implacable : une année où le pain est produit en abondance, il est déclaré gratuit et distribué afin qu'il n'encombre pas. Cette première loi est votée à l'unanimité moins une voix, celle évidemment de l'argentier… Par la force des choses, il faut ensuite déclarer le bois gratuit pour cuire le pain, puis les haches des bucherons, puis les soufflets pour le feu et puis le lard pour mettre sur le pain, etc. Le conseil, en ayant assez de se réunir pour chaque nouveau cas, et considérant que c'est plus simple, décide que tout devient gratuit.

En conséquence, les nobles, qui refusent de faire partie du conseil, se manifestent : comment avoir des gens à son service si on n'a plus d'argent pour les payer ? Forcément, les gens ne venaient plus, « *si on est gratuit, on est libre* ». Les plus désireux de conserver l'argent vont trouver le roi : les marchands crient à la ruine, le prévôt se plaint de ne plus gagner d'argent, les bourgeois n'ont plus les moyens d'acquérir des marchandises luxueuses, les patrons ne comprennent pas pourquoi leurs ateliers sont ouverts à tous vents. C'est ainsi que tout ce petit monde prend le contrôle d'une ville appelée Trémène Libre. En réponse à la loi d'Archaos, ils en édictent une autre : « *Tout se paye* ». Mais cette dictature ne tient pas le coup bien longtemps car, suite aux discours d'un prophète itinérant gauchiste qui promet d'amener le communisme, la population se révolte.



Dans la ville débarrassée des bourgeois, le terme « *décision* » est remplacé par celui de « *proposition* », car ceux qui ne veulent pas suivre les décisions n'y sont pas obligés. La Proposition II est justement que « *chacun fait ce qu'il veut* ». Ainsi, tout le monde commence à changer de métier selon ses envies ou besoins, et disparaissent alors les geôliers, vérificateurs, greffiers, juges, avocats… tombés en désuétude.

« *Lors, si les choses ne s'usent guère, et si on ne travaille que pour répondre aux besoins de la vie – et non de la mort ; non plus pour emplir divers gouffres sans fond tels coffres seigneuriaux et marchands, ou parades d'orgueil, ou festins destinés à nourrir plus que la chair la vanité ou quelque manque de l'âme – qu'y-a-t-il tant à faire ?* ».

Cette ville est doucement rattachée au reste du royaume (si on peut encore l'appeler ainsi) après l'échec d'une tentative d'élection d'un gouvernement : le prophète voulait apprendre au peuple à se gouverner lui-même en choisissant son représentant, mais le peuple ne comprenait pas en quoi il avait besoin d'un représentant.

Ainsi tout est gratuit, et certainEs pourraient croire que dans cette ébauche de communisme, les femmes sont également communisées. Ce n'est pas le cas, puisque tout est à tout le monde, donc tout le monde est à tout le monde, donc chacun est à soi. Un jour, prétextant la proposition II, un Archaote viole une femme. Le

26 septembre

Le Pontet, Liebig : 90 % du personnel a exigé par l'action (sic), des augmentations des salaires et une négociation sur l'intéressement.

7 octobre

Journée internationale pour « *le travail digne* » à l'appel de la Confédération Syndicale Internationale, pour les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail, les retraites, la protection sociale, l'emploi, etc. Arrêts de travail à ADVSEA, AFPA, hôpital de Pertuis,



la Bourguette, Parc du Luberon, Mines Energies, Isover Saint-Gobain, SNCF, FAPT, SEPR, IMPôTS-SNADGI, Conseil Général, CPAM, GELEUROP, CH Carpentras, CHM, CHA, Equipement, Services Publics. 1 000 à 2 500 manifestants à Avignon (dont des lycéens).

2 octobre

Avignon, Collège Anselme Mathieu : les enseignants sont en grève depuis plus de 24 h pour l'ouverture de deux classes supplémentaires.

20 octobre

Isle-sur-la-Sorgue, Soleco Florette (conserves de légumes, 320 salariés) **:** prétextant la crise, le directeur supprime 23 jours de RTT et modifie les horaires. Une partie du service de production du matin se met en grève à l'appel de la CGT et de la CFDT.

Isle-sur-la-Sorgue, SKW (fabrication de gélatine, 258 salariés) : action contre une restructuration qui supprime 4 postes de travail.

28 octobre

Aimargues (Gard) : un incendie détruit un Mac Donald's.

3 novembre

Cavaillon : le tribunal d'Avignon condamne deux hommes à 15 mois de prison avec sursis pour avoir saucissonné puis séquestré pendant trois jours dans une chambre froide (éteinte) leur patron (qui était aussi leur frère). Pendant trois ans ils avaient bossé dans sa boucherie, sans salaire, avec peu ou pas de déclarations sociales, des horaires de travail « *astronomiques* », dormant parfois sur place… pendant que leur frère roulait en coupé Mercedes.

4 novembre

Vedène, DDE : grève des ouvriers parcs et ateliers avec occupation des locaux. Ils redoutent leur prochain transfert au Conseil général et demandent l'application rapide d'une grille salariale et des garanties sur leur nouveau statut.

6 novembre

SCNF : grève nationale des agents de conduite contre la nouvelle réglementation du fret (appel de CGT-SUD).

7-8 novembre

Le Pontet : dans la nuit, des gendarmes en patrouille se font caillasser (un pare-brise explose).

Emeutes à Cavaillon.

5 novembre
Caillassage des locaux de Mistral habitat (office HLM) et des véhicules municipaux garés à proximité.

8 novembre
Le CCAS du Centre actipôle et ses véhicules sont vandalisés par « *une trentaine de jeunes masqués* ».

12-13 novembre
Dans la nuit, une voiture de flics en patrouille est « *accueillie* » dans le quartier du Dr Ayme et doit rebrousser chemin. Revenus avec des renforts, flics et gendarmes affrontent « *une trentaine de jeunes cagoulés* » et essuient des jets de pierres, cocktails molotov et bouteilles d'acide.

15 novembre
La vingtaine de policiers mobilisés aux abords de la cité est attaquée dans la nuit à coups de pierres, fusées de détresse et bouteilles d'acide. Des voitures crament, un incendie se déclare près du Aldi voisin et un drapeau tricolore est brûlé devant les forces de l'ordre qui ont reçu des renforts d'Avignon. Cinq jeunes sont interpellés dont deux mineurs. Une demi-compagnie de CRS stationne sur place.

12 novembre
Avignon, CRAM : grève d'une heure pour obtenir l'ouverture de négociations salariales.

13 novembre
Le Pontet, SEPR : grève pour l'ouverture de négociations sur les salaires , les retraites et l'emploi contre la proportion abusive d'intérimaires (160 pour 800 CDI) et d'employés extérieurs à l'usine (130). L'accès de l'usine est perturbé à partir de 2 h du matin.

Le Thor, Mairie : grève de deux heures des agents municipaux (pour le paiement des astreintes, des indemnités pour l'utilisation de véhicules personnels, le respect des 48 h max de travail).

Le Pontet, AFPA : grève contre le démantèlement de cet organisme de formation, « *centre mort* » (journée nationale).

20 novembre
Avignon, EN : journée nationale de grève, 2 000 manifestants contre les réformes Darcos et les suppressions de postes. Présence d'un gros cortège lycéen avec notamment une pancarte « *Darcos tu vas goûter à la lutte des classes !* ».

Carpentras : deux voitures de flics sont caillassées dans le quartier du Pous du Plan. Le lendemain, un jeteur de pierres présumé est arrêté. Le 24 il est condamné en comparution immédiate à trois mois fermes (aménagés).

22 novembre
La Poste : journée de grève nationale. Manifestation à Avignon devant la Poste centrale.

24 novembre
SCNF : grève nationale contre la nouvelle réglementation du fret (appel de SUD ; CFDT et FGAAC ont annulé leur préavis car la direction retire une large partie de son projet).

26 novembre
Avignon : le tribunal correctionnel condamne deux personnes à trois ans de prison dont deux avec sursis pour avoir en mars 2007 jeté trois cocktails molotov contre la permanence électorale du PS. (voir p. 24)

2 décembre
Avignon, IUT : manifestation d'une centaine d'étudiants contre la perte de l'autonomie financière des IUT.

3 décembre
Avignon : trois villas squattées depuis trois mois par une douzaine de SDF sont saccagées par des flics (les habitants devaient comparaître au TGI le 15 décembre pour une procédure d'expulsion). La police dit avoir agi à la demande du proprio (Citadis).

4 décembre
Le Pontet, SEPR : plus de 400 salariés se sont regroupés de 10 h à 14 h devant l'usine



Note de lecture

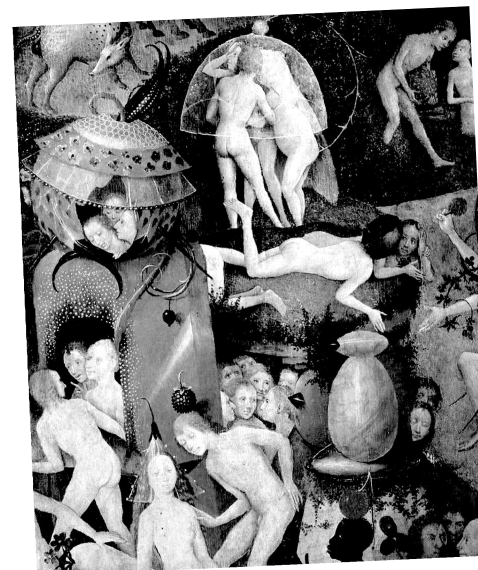
Archaos :
le communisme dans un jardin étincelant ?

Adeptes de la sublimation dans le travail, du renoncement, de la macération et autres masochismes s'abstenir... « le monde est à qui le fait jouir ».

Archaos ou le jardin étincelant nous présente un royaume volontairement effacé des livres et manuels d'Histoire « *sur l'ordre de diverses bandes de brigands qui se succèdent au pouvoir* », en une période située « *entre la fin des Temps Barbares et le commencement des Temps Barbares* ».

Archaos est dirigé par Avatar II, roi très dévot et tyrannique, que Dieu ne récompense pas d'un enfant mâle pour lui succéder. Jusqu'au jour où, grâce à des herbes et des ruses apprises de ses servantes, la reine Avanie accouche non pas d'un, mais de deux enfants : une fille, Onagre (immédiatement abandonnée dans une forêt magique sur ordre du roi), et un fils, Govan-Eremetus.
Mais ce dernier ne tarit pas de pleurs, et il faut bien le laisser aller (d'abord à quatre pattes, puis, le temps faisant, sur ses deux jambes) jusqu'à la forêt pour qu'il se calme, y entre et n'en sorte qu'avec sa sœur. Il faut alors la cacher à Avatar.
La jeunesse des deux enfants est bercée de tendresse, et plus particulièrement de celle qu'ils se donnent l'un à l'autre, mais aussi de l'amour de tous les personnages autour d'eux : Avanie (qui trouve auprès de l'écuyer ou du geôlier les plaisirs de la chair), ou encore la nourrice secrète de la princesse, ancienne fille de bordel... mais pas Avatar, qui souffre d'une folie « *pieuse* » le rendant schizophrène.
Son règne prend fin lorsque, à l'occasion d'une crise de démence, il tente de violer sa fille, juste avant de retrouver ses esprits. De honte, il se la coupe, et le peuple refusant d'avoir un roi qui n'en a pas réclame le passage de la couronne à Govan, alors âgé d'une dizaine d'années…

Dès lors, l'autorité divine du roi est progressivement remplacée par une sorte de communisme de conseil. La première loi mise en place par Govan, le jour même de son couronnement, institue le bordel comme nécessité commune et obligatoire : pour faire partie du conseil dirigeant, il faut obtenir un certificat attestant que l'on a procuré du plaisir, mais « *seul est juge du plaisir celui qui en a joui* ». Très vite, les anciens ministres sont évincés. Toutes les décisions sont prises par un nombre croissant de personnes, hommes, femmes et enfants, bientôt la totalité du royaume. On se doute bien qu'avec le plaisir comme fondement, l'Etat ne peut que s'écrouler, ce qui est fort plaisant.



reprise et mise en avant lors de ce forum, sur « *la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* ». Il y est rappelé que « *la diversité culturelle, qui s'épanouit dans le cadre de démocratie, de tolérance, de justice sociale* […] *est indispensable à la paix et à la sécurité aux plans local, national et international* ». Entendons par là, le fait que la culture, vaste champ de *liberté d'expressions* créatrices et/ou politiques, est considérée comme un outil de maintien de la paix sociale, de l'ordre social. En effet, en transposant les frustrations quotidiennes et les envies de révolte de la réalité à l'art, la culture y participe pleinement. « *Si par hasard à notre époque l'artiste apparaît encore en « contestataire », il s'enferme inévitablement dans la représentation du refus et de la critique plutôt que dans le refus en acte du monde de la marchandise. L'artiste, en raison de sa position sociale, est incapable de remettre en question le monde dont il est issu et qui le légitime. Il peut très bien de temps à autre choquer et scandaliser le bourgeois, toujours dans une certaine limite indépassable. Ça ne mange pas de pain. D'ailleurs, en tant que catégorie sociale reconnue notamment pour son « droit » à la subversion et à la transgression, l'artiste reste le meilleur agent de la neutralisation de la critique et de son recyclage esthétique* »[6].

Pour finir, outre ces logiques, il apparaît indispensable de souligner, à propos de ce forum, l'importance vouée par la classe dominante au rôle que peut jouer la culture dans la mutation et la reconquête de l'espace urbain : « *Nous avons sous les yeux des exemples frappants de villes où la culture a dynamisé l'économie, métamorphosé un paysage : le musée Guggenheim de Bilbao, l'opéra de Sydney, le Louvre à Abou Dhabi… Et pourquoi pas le MUCEM à Marseille ?* »[7]. Ces centres culturels aux architectures pharaoniques, tout comme les labellisations (Capitale européenne de la Culture), ou bien encore les JO, sont autant d'outils, qui permettent d'impulser des plans de restructuration urbaine massive. C'est généralement dans des villes sinistrées économiquement, suite à des processus de désindustrialisation, que ces plans s'emploient à faire table rase de leur fort passé ouvrier : virant les quartiers populaires, aseptisant peu à peu l'ensemble des centres villes, afin de les offrir aux hordes de bourgeois et de touristes. Marseille en est certainement l'exemple actuel le plus frappant. Il est difficile de ne pas savoir que c'est elle qui en 2013 sera sacrée « *Capitale européenne de la Culture* ». C'est un coup supplémentaire qui vient s'ajouter au rouleau compresseur que subit cette ville depuis 1995[8]. Dans cette lignée, le projet du MUCEM (musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée) ne peut que nous faire nous attendre au pire.

Alors quoi ? Lors de ce forum, la classe dominante a affirmé d'une voix claire, unanime et décomplexée que la culture n'est pour elle qu'enjeu de pouvoir et marchandise. Pour autant, s'élever contre cet état de fait est pour nous inconcevable. La culture est définitivement et intrinsèquement liée à la société bourgeoise et crèvera dans les cendres du vieux monde.

Bernardo

[6] Cf. « A mort l'artiste », *in La fête est finie*, Lille, 2004, p. 38. Téléchargeable sur : http://lafeteestfinie.free.fr.

[7] Christine Albanel, *op. cit.*

[8] En 1995, s'amorce une vaste opération de « *reconquête de Marseille* », qui s'inscrit dans une logique de développement technologique et de contrôle de l'espace sud-méditérranéen. « *LE BRUIT DES MARTEAUX PIQUEURS qui défigurent la ville, LES EXPULSIONS MASSIVES des pauvres hors du centre-ville ou même hors du pays, LES REGARDS DÉDAIGNEUX des nouveaux «* conquistadors *» de Marseille en costard-cravate sous le cagnard qui tape, LA TRANSPARENCE ASEPTISÉE des immeubles high-tech qui remplacent à grand bruit les vieux entrepôts du quartier de la Joliette et les hôtels vétustes de la rue Bernard Dubois, LES YEUX AVIDES DES CAMÉRAS qui se multiplient dans la rue ou devant les nouveaux commissariats… Bref, tout ce «* plan d'aménagement du territoire *», de «* rénovation urbaine *» qu'on appelle couramment «* projet Euromed » » Extrait de *Marseille infos spécial Euroméditérranée*, automne 2007, téléchargeable sur : http://marseille.indymedia.org/news/2007/09/10734.php.
A lire également au sujet de Marseille 2013, le texte « *Quelques bonnes raisons de s'opposer à Marseille 2013 capitale européenne de la culture* », téléchargeable sur : http://basseintensite.internetdown.org/spip.php?rubrique235.

pour les augmentations de salaire et l'emploi et cause « *une gêne certaine à l'entrée* ».

5 décembre
Avignon, lycéens : le lycée Mistral est bloqué par une centaine d'élèves (pour la suite du mouvement lycéen voir p. 3)

8 décembre
Avignon/Montfavet, La Poste : grève des postiers contre une nouvelle organisation de la distribution du courrier. Le 9, ils passent soutenir les lycéens qui bloquent Mistral. Ils reprennent le travail le 11 après avoir obtenu une réévaluation des tournées de distribution et la création d'emplois (intérimaires).

12 décembre
PACA, SNCF : grève des agents de conduite de Marseille (ceux d'Avignon ne se seraient pas joints au mouvement) à propos du cadencement des TER. Ce n'est que le 21 que reprend le travail (sans avoir obtenu satisfaction).

13 décembre
Avignon : la statue de Jan Fabre installée dans le Verger Urbain V est à nouveau victime de « *vandales* »... et carrément déboulonnée.

15 décembre
Avignon : sur plusieurs ponts à l'entrée d'Avignon flottent des banderoles comme par exemple « *Etat assassin : Solidarité avec les émeutiers grecs !* ».

16-17 décembre
Avignon, IUT : occupation des locaux pendant la nuit par une quinzaine d'enseignants et une cinquantaine d'étudiants (journée nationale).

Avignon, EN : occupation du groupe scolaire Sainte-Catherine pendant la nuit par des parents et enseignants contre les réformes Darcos.

17 décembre
Le Pontet, SEPR : grève de 2 h à l'appel de la CGT pour les augmentations de salaires et l'embauche de CDI.

31 décembre
Le Pontet : lors de la nuit de la Saint-Sylvestre, des individus font partir des feux d'artifices devant la prison, provocant les cris de joie des taulards. A bas toutes les prisons.

5 janvier 2009
ANPE/ASSEDIC : grève

7 janvier
Avignon, EN : grève des personnels du collège Paul-Giéra à propos de la fermeture programmée de l'établissement. Le travail ne reprend que le 12.

A suivre...



BREVES DES ALPES



Un lecteur alpin nous a fait parvenir quelques infos sur le mouvement social et lycéen dans sa région (Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes). Voici donc…

8 novembre

Saint-Auban, Arkema : grève et manif des salariés rejoints par la population locale, soit près de 2 000 personnes pour protester contre un nouveau projet de plan social menaçant le site. Arkema (groupe chimique, ex-filiale de Total qui fabrique PVC et Plexiglas pour le secteur automobile et le bâtiment) voudrait baiser son effectif de 350 à 117 salariés.

22 novembre

Briançon, La Poste : grève et manif de 40 personnes contre le plan « facteurs d'avenir » et pour la réintégration d'un camarade, mis a pied 6 mois sans salaire (pour avoir coupé 2 fils d'un monte-charge lors d'une action précédente). A noter la présence de plusieurs drapeaux noirs du collectif anarchiste de lutte et de résistance haut alpin.

25 novembre

Briançon : une centaine de personnes décident de ne pas régler leur facture de flotte pour protester contre la hausse des tarifs. La Seerc (Société d'équipement et d'entretien des réseaux communaux) les assigne devant le tribunal de proximité. Le jugement est renvoyé au 13 janvier.

26 novembre

Saint-Auban, Arkema : suite à la confirmation du plan social par la direction, l'intersyndicale lance un nouvel appel à la grève, qui se transforme rapidement en arrêt total du site, puis en occupation. Malgré le fort soutien de la population locale le mouvement ne dure que 5 jours. Le 30 au soir, une AG décide de la levée du blocage pour le lendemain matin 5h. D'après les syndicats le mouvement est suspendu mais les salariés restent mobilisés. Le 5 décembre le comité central d'entreprise décide de suspendre le plan. A suivre...

20 décembre

Gap : une action contre l'installation de caméras de vidéo-surveillance par la mairie a amené un groupe d'individus dans la rue Carnot. Des tracts ont été distribués de façon joyeuse et bruyante pour sensibiliser la population.

LE MOUVEMENT CONTRE DARCOS :

26 novembre

Gap : 80 personnes manifestent à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, SUD, FSU).

27 novembre

Jausiers / Le Sauze : des parents d'élèves bloquent les écoles pour empêcher l'installation du logiciel « Base élèves » et pour demander la suppression totale du fichage des enfants.

29 novembre

Barcelonnette : manif des profs contre la dernière réforme ministérielle.

02 décembre

Barcelonnette : manif d'une centaine d'enseignants, élèves et parents. Les écoles Saint-Paul et Saint-Pons sont à nouveau bloquées contre le logiciel « Base élèves ».

05 décembre

Queyras : les six écoles sont bloquées par les habitants et parents d'élèves. La FCPE ne s'associe pas à ces actions estimant « *que les*

gastronomiques, architecturales, etc.), que sur « *les retombées économiques indirectes qui découlent par exemple d'un festival, tel que celui d'Avignon, sur les échanges locaux, mais également sur l'image de la ville à l'international et son attractivité touristique* »[4].

Mais quand cette même classe dominante parle d'un autre côté « *d'œuvres culturelles qui ne peuvent se réduire à de simples marchandises* » et s'enquiert « *des effets pervers sur la qualité de la création par une logique spéculative* », on en vient à se poser des questions sur sa schizophrénie potentielle. Ou bien on imagine l'ébauche d'un immonde et pervers capitalisme à visage humain.

Que nenni !

La culture du point de vue des états, outre l'aspect économique, est enjeu de pouvoir. Parer l'identité d'une nation d'un patrimoine culturel riche et varié est un atout majeur qu'ils n'hésitent pas à mettre en avant dans la guerre économique mondiale. « *Ce que nous désirons réellement, c'est une culture reconnue comme vecteur du modernisme, du volontarisme et du génie national.* […] *Dans la rivalité mondiale, nos atouts culturels ne seront pas éternels, mais ils sont encore puissants, pour saisir les premiers rangs d'une globalisation qui réclame toujours plus d'ingéniosité, et toujours plus de créativité* »[5]. L'Etat ne semble pas, malgré la manne financière que représente l'activité culturelle, considérer celle-ci comme n'importe quel autre secteur économique. Mais a plutôt tendance à la mettre sur un piédestal, en la présentant comme une sorte de « Valeur ». « Valeur » propre à chaque nation. « Valeur » qui impose qu'on lui accorde un respect. En effet, l'Etat se plaît à parler du « *rayonnement culturel* » de la France. De la grandeur de son histoire. De ses hommes des « *lumières* ». On comprend alors l'importance qu'il porte à la protection de cette « *image* », d'un point de vue historique mais également dans sa continuité, en entretenant le « *renouvellement de la création* » et en maintenant une certaine « *diversité culturelle* ».

C'est par ailleurs une mission que se donne l'UNESCO dans une convention d'octobre 2005,



[3] En vrac : dassault, google, FNAC, radiofrance, arte, AFP, luc besson, microsoft, SACEM, vivendi, lagardère, opéra national de Paris, gaumont, M6, UGC, sotheby's, dailymotion, louis schweitzer ex pdg renault, festival d'Avignon, jean-jacques annaud, pathé, publicis, UNESCO, le figaro, neuflize-bank, fondation cartier, ministres, ambassadeurs, etc.

[4] Christine Albanel, *op. cit.*

[5] François Fillon lors du forum, 17/11/2008.

ETAT DE SIÈGE

Avignon, trois jours sous le forum de la culture.



Que la culture soit livrée à l'économie de marché n'est pas une franche découverte. Mais qu'institutionnels, organisations internationales, patrons, médias, architectes, urbanistes, cinéastes et artisteux de tout acabit beuglent ouvertement et de concert que la culture est et doit être toujours plus un facteur de croissance économique, reste pour le moins surprenant. Quoi que….

Les 16, 17, 18 novembre 2008, Avignon fut mise en état de siège lors d'un forum de la culture[1], intitulé « *Culture, économie, média* » et « *Culture, facteur de croissance* ». C'est entre 250 à 300 crapules et vermines qui ont été accueillies par la maire d'Avignon, M.-J. Roig, toujours si frétillante à l'idée de faire parler de son territoire en y rassemblant quelques brochettes d'éminentetés. Tout un beau monde retranché trois jours durant derrière les murs du Palais des papes pendant que le reste de la ville était quant à lui abandonné à une marée de flics, occupant militairement la totalité des places, boulevards, rues, jusqu'aux moindres ruelles.
Flippant ! Certes, mais il faudra s'y habituer car tellement satisfaits de leur colonie de vacances ces connards ont décidé de remettre ça chaque année.

C'est Christine Albanel, ministre de la culture qui, toute décomplexée, ouvre le bal avec son discours : « *Alors oui, pendant deux jours nous allons parler culture… et crédit, modèles économiques, profit, marché, concurrence* ».
Une entrée en matière qui résume efficacement le contenu des discussions qui suivront pendant ces deux jours.
L'idée de leur forum part du constat que la culture est un secteur d'activité dynamique qui rapporte déjà gros[2], mais qui fonctionne encore beaucoup trop à coups de « *demandes récurrentes de subventions et mécénats* ». Un fonctionnement économique quelque peu précaire alors que ce secteur pourrait se suffire à lui-même et dégager toujours plus de profits, si seulement les investisseurs et les financements de départ étaient plus simples à dénicher. C'est-à-dire, en livrant la culture bien plus largement et ouvertement à l'économie de marché, et en incitant tous les investisseurs potentiels à s'en emparer. D'où l'intérêt avec ce forum de faire se rencontrer patrons, dirigeants des différentes succursales culturelles et médiatiques, et artistes patentés[3].
Alors oui, que la culture soit l'un des rouages économiques essentiels au capital, la classe dominante en a pleinement conscience et elle l'a réaffirmé haut et fort lors de ce forum. Un rouage, tant sur ses contributions directes par le commerce de ses marchandises (musicales, cinématographiques, littéraires, théâtrales, plastiques,

---

[1] Forum organisé dans le cadre de la présidence de la France à l'Union européenne.

[2] « *Les activités culturelles au sens large représentent aujourd'hui plus de 2,6 % du PIB de l'Union européenne et un chiffre d'affaires de plus de 650 milliards d'euros. L'Europe est même une exportatrice nette de biens et de services culturels, puisqu'en 2006, la balance du commerce extérieur de l'Union avec le reste du monde était, dans ce domaine, excédentaire de 3 milliards d'euros. Près de 5 millions de personnes travaillent dans le secteur culturel en Europe, ce qui représente 2,4 % de l'emploi total. Pour la France, ce sont près de 500 000 personnes qui sont concernées* ». Christine Albanel, discours d'ouverture du forum, 17/11/2008.

tracts ne sont pas signés, les objectifs pas clairs. […] *nous sommes réservés sur ce type d'action isolée* ».
Vallée de l'Ubaye : opération « écoles mortes, écoles vides » suivie à 80 % dans les écoles de la Vallée.
Sisteron : 200 élèves bloquent le lycée Paul Arène.
Gap : blocus du lycée Aristide Briand, 250 lycéens défilent en bloquant la circulation. « *La démocratie est morte depuis un moment* » déclaraient certains.
Briançon : blocus du lycée d'altitude par 150 élèves.

08 décembre
Digne : blocus des lycées David Neel et Beau de Rochas et manif.
Gap : blocus des lycées et manif.
Embrun : blocus du lycée Honoré Romane avec l'aide des élèves du LEP.

09 décembre
Gap : manif de 300 lycéens gapençais, rejoints par ceux d'Embrun.
Briançon : rassemblement de 200 élèves du lycée d'altitude devant la sous-préfecture.
Digne : 200 élèves bloquent les 4 lycées de la ville.
Manosque : blocus du lycée des Iscles. Manif de 800 lycéens durant plus de 5 h. Sur le trajet poubelles, déco de noël et voitures en stationnement sont prises pour cible. Les flics essuient plusieurs jets de pierres (2 lycéens interpellés).

10 décembre
Digne : blocus et manif de 200 lycéens.

11 décembre
Briançon : manif de 70 lycéens devant la sous-préfecture.
Manosque : manif de 200 lycéens solidement encadrés par les flics.

12 décembre
Briançon : 200 lycéens, profs et parents d'élèves manifestent à nouveau devant la sous-préfecture. En AG, ils décident d'occuper le lycée d'altitude le lundi suivant, le collège des Garcins mardi et l'école primaire de Villard Saint Pancrace le jeudi.
Manosque : 400 lycéens descendent dans la rue, de nouveau sous grosse escorte policière.

16 décembre
Gap : la veille au soir à la demande du proviseur, les flics interviennent pour faire échouer la tentative de blocus du lycée Aristide Briand. Dès 8h du mat' 200 lycéens sont de retour et bloquent les grilles, puis partent en manif.
Digne : manif de 150 élèves du lycée agricole de Carméjane qui tentent en vain de faire sortir leurs camarades du lycée David Neel, avant de rejoindre les étudiants grévistes de l'IUFM.
Manosque : manif de lycéens.



18 décembre
Sisteron : malgré l'annonce de suspension de la réforme, 100 lycéens bloquent la circulation du tunnel. Le proviseur s'est dit surpris devant un acte « disproportionné par rapport à l'annonce ».
Barcelonnette : blocus de la cité scolaire André Honnorat par les lycéens.

BREVES DIVERSES

Le capitalisme abolit progressivement le salariat !

Selon le Bureau international du travail, après une « *décennie pendant laquelle les salaires n'ont pas progressé au même rythme que la croissance économique* […] *les salaires devraient décliner dans un grand nombre de pays, y compris dans les principales économies. De manière générale, la croissance des salaires dans les pays industrialisés devrait* [passer] *de 0,8 % en 2008 à 0,5 % en 2009* ».

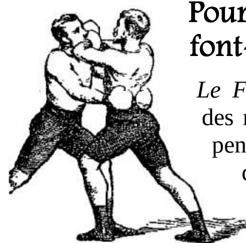
CDFD, n° 62, décembre 2008

Selon l'OCDE, le nombre de chômeurs dans les pays développés pourrait grimper de 7 à 10 millions d'ici 2010. Selon le BIT, les pays en développement pourraient voir le nombre de chômeurs grimper de 20 millions. Soit une hausse de 10 % du chômage dans le monde. En 2009, de 7,5 à 10,3 millions d'Américains vont basculer dans la pauvreté. « *A l'image de ce qui s'était passé aux Etats-Unis en 1929, le spectre d'une crise sociale majeure se profile* », « *le spectre des tensions sociales ressurgit* ». « *Les états affichant des moyens budgétaires plus réduits, comme la France, vont devoir rivaliser d'imagination pour prévenir les tensions sociales* ».

Le Figaro, 02/01/09

BLAGUE

La gendarmerie est depuis le 1er janvier sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur. Jean-Pierre Raffarin nous rassure, car selon lui cette réforme risque de déboucher sur la création d'« *une seule force de sécurité, dangereuse pour la République* »...



Pourquoi les cheminots font-ils grève ?

Le Figaro s'interroge sur la cause des nombreuses grèves à la SNCF pendant la période des fêtes et demande leur avis à des cadres de l'entreprise : « *Ce sont des grèves de confort. Les agents d'astreinte au moment de Noël peuvent rester en famille. Ils sont couverts par une grève.* [...] *Ces grèves sont aussi organisées le week-end durant le reste de l'année* ».

Mais, après avoir interrogé des cheminots grévistes, *Le Figaro* découvre qu'après l'échec d'un précédent mouvement et la dégradation de leurs conditions de travail, ils font tout simplement grève pour « *se venger* » !

Le Figaro, 20-21/12/08

Questions de vocabulaire.

▶ Quand un directeur local d'une multinationale dit : « *j'ai 350 MHu dans ma boîte* », de quoi parle-t-il ?

Réponse :

Les MHu sont les moyens humains, autrement dit, le nombre de personnes qui travaillent sous sa direction.

▶ Quand un cadre dit : « *j'ai mangé avec un N – 1 et tout à l'heure et j'ai rendez-vous avec un N + 2* », de quoi parle-t-il ?

Réponse :

Il parle de personnes qui ne sont pas à la même place que lui dans la hiérarchie de l'entreprise. Il a mangé avec une personne d'un niveau au dessous de lui et a rendez-vous avec une personne supérieure à lui de deux niveaux.



CONTRE LE NUCLEAIRE ET SON MONDE

Si l'industrie nucléaire a le vent en poupe, c'est qu'elle est la plus adaptée pour produire l'énergie dont ce monde capitaliste a besoin ; qu'importe donc sa nocivité ou ses dangers (radiations, déchets, cancers, etc.). Elle n'est que l'extrême caricature d'un système industriel qui produit sans cesse des nuisances (pétro-chimie, agro-alimentaire, amiante, cancer toujours, etc.).

Le nucléaire ne disparaîtra que si une nouvelle énergie économiquement plus intéressante est à même de le remplacer... ou si, un mouvement de protestation de grande ampleur ayant pour base les populations locales, entre en conflit direct avec l'Etat, sans chercher à négocier ni à le convaincre, mais le considère, pour ce qu'il est : un ennemi, un péril pour notre existence même. C'est se leurrer que de vouloir lutter contre le nucléaire sans se débarrasser de la société et du système économique qui le font exister car, comme disait l'autre :

Toute contestation partielle rejoint la fonction répressive du vieux monde.



A BAS LE CAPITALISME, L'ETAT ET LA DEMOCRATIE !

Affiche sur les murs d'Avignon, octobre 2008.

Manif du 25 octobre au Tricastin

Suite aux multiples incidents estivaux de la centrale du Tricastin, le Collectif Antinucléaire du Vaucluse*[1] *appelait à une « Marche pour la vie ». Départ devant la centrale et arrivée dans le centre de Bollène.

Trois cents manifestants, soit une très faible mobilisation[2] avec surtout des encartés de tous poils (Verts, Attac, Greenpeace, NPA[3], FA, etc.) mais rien ne signalait la présence d'habitants du coin (il est vrai que si les habitants sont/seront les premiers irradiés, nombre d'entre eux « *vivent* » de la centrale et de ses multiples sous-traitants et filiales. On ne pouvait par contre ignorer la très forte présence militaire (150 gardes mobiles encadrant la manif en tenue anti-émeute) et policière (nombreux flics en civils dans la manif) sans compter leurs nombreux supplétifs journalistes. Débutant par un triste *die-in* devant la centrale, le cortège s'est ébroué dans une marche pour la vie alors que certains auraient préféré « *une course pour la mort du nucléaire* »… une longue marche de 6 km au travers d'une zone commerciale vide… bref la manif ne croise personne, tout juste est–elle aperçue par la population locale à l'arrivée dans Bollène. Une marche très chiante heureusement égayée par la présence sur le parcours de nombreux tags du style « *détruisons ce qui nous détruit !* », « *électrons libres contre le capital* » ou un énorme « *Nucléaire = capitalisme* », et par la présence d'un petit groupe portant une banderole « *Contre le nucléaire, donc contre le Capital* » qui tentait de balancer des slogans comme « *ni nucléaire, ni énergie verte, ni gestion des nuisances, débranchons le capital !* ». Des anars inventaient eux le slogan « *Georges Besse, même mort, il pollue encore !* » (personne ne l'a compris)[4]. C'était tout de même plus drôle que de voir de pauvres idiots se baladant avec des vestes jaunes « *contrôle citoyen* » (comprenez « *contrôle citoyen des centrales nucléaires* » et pourquoi pas « *autogestion* » tant qu'on y est !). Le tout s'est achevé par un rassemblement devant la mairie avec une série de discours léthargiques. D'abord Stéphane Delhomme du Réseau. Puis Roland Desbordes de la CRIIRAD qui ex-



pliquait que son association n'est pas contre le nucléaire, et demande seulement plus de transparence et de contrôles, puis remerciait le préfet du Vaucluse (c'est-à-dire l'Etat) pour son comportement lors des récents accidents nucléaires (les sifflets n'arrêtèrent pas cet homme déterminé). Enfin, un représentant du NPA (par ailleurs chercheur à l'INRA) qui déblatérait sa marchandise électorale mais à ce moment-là plus personne n'écoutait vraiment (peut-être vantait-il la science et les OGM citoyens ? Allez savoir). Résultat après une telle journée : un goût bien amer dans la bouche et la tête, tout ça pour ça ? On ne m'y reprendra plus.

Céline

[1] Proche du Réseau Sortir du nucléaire (progressivement, dans 10, 20, 30 ou 40 ans), ce collectif né au début de l'année regroupe des militants très divers (Verts, Greenpeace et mêmes des anarchistes). Il regrette dans l'affiche appelant à la manif que Marie-José Roig, maire UMP d'Avignon, ne réponde pas à ses courriers.

[2] Le soir même 14 000 personnes étaient présentes pour soutenir l'OM au stade vélodrome (contre une équipe même pas marseillaise en plus!).

[3] Le NPA qui n'avait pas vraiment mobilisé ses troupes distribuait un tract encore plus mou que d'habitude et ne se prononçant même pas contre le nucléaire. Il demande juste un arrêt provisoire de la centrale de Tricastin et une inspection indépendante… ça promet.

[4] Georges Besse, ancien patron de Renault, fût à partir des années 60 l'un des promoteurs en France du nucléaire (président d'Eurodif, de la Cogema, etc.). Exécuté en 1986 par des militants d'Action Directe.
Une usine d'enrichissement d'uranium du Tricastin porte son nom ; une seconde, actuellement en construction sera nommée Georges Besse II.

un lycéen assassiné par la police

Le samedi 6 décembre 2008, Alexandros Grigoropoulos, 15 ans, camarade, a été assassiné de sang-froid, avec une balle dans la poitrine par un flic dans le quartier Exarchia.

Contrairement aux affirmations de politiciens et de journalistes qui sont complices de l'assassinat, ce n'était pas un «incident isolé», mais une manifestation de la répression étatique qui systématiquement et de manière organisée cible ceux qui résistent, ceux qui se révoltent, les anarchistes et les antiautoritaires.

La violence exercée à l'égard des personnes dans le secteur social et de la lutte de classe est exemplaire en vue de la soumission, en tant que châtiment exemplaire, destinée à semer la peur. Il fait partie de l'ensemble de l'attaque de l'État et les patrons contre l'ensemble de la société, afin d'imposer des conditions plus strictes d'exploitation et d'oppression, de consolider le contrôle et la répression.

Dans les barricades, les occupations de l'université, les manifestations et les assemblées nous gardons vivante la mémoire de tous les camarades qui ont été assassinés par l'État, en renforçant la lutte pour un monde sans maîtres ni esclaves, sans police ni armées, sans prisons ni frontières

Le terrorisme d'État ne nous arrête pas !

Solidarité avec les lycéens, les étudiants et les émeutiers grecs !

A l'époque des assassins le silence est une complicité

Extraits du communiqué de l'Ecole Polytechnique occupée d'Athènes

Affiche sur les murs d'Avignon, décembre 2008.



Le 11 novembre, 150 flics encagoulés et armés jusqu'aux dents débarquent dans le village de Tarnac, pendant que d'autres mènent des perquisitions à Rouen et Paris. Neuf personnes sont placées en garde à vue (GAV) pendant 96 h.

Toutes sont présentées par le ministère de l'Intérieur et ses médias comme les membres d'une imaginaire « *mouvance anarcho-autonome* » et les auteurs de cinq sabotages de lignes SNCF qui ont eu lieu le 7 novembre (bloquant 160 TGV).
La police ne trouvant aucune preuve de leur participation aux sabotages, ce n'est plus que cette prétendue appartenance à cette prétendue organisation qui semble leur être reprochée. Les neuf personnes sont mises en examen pour « *association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste* » dans le cadre d'une obscure procédure anti-terroriste lancée en avril. Les éléments les plus sérieux de ce dossier évoquent des affrontements avec les CRS lors de la manifestation de Vichy[1], le « *rejet de toute expression politique démocratique et un discours extrêmement violent* » et même la rédaction d'un livre…
Quatre d'entre elles sont libérées à l'issue des 96 h, trois autres le sont le 9 décembre. Deux d'entre elles, Julien et Yldune, sont aujourd'hui toujours en détention préventive.

A la suite de ces arrestations, c'est une véritable hystérie collective anti-terroriste qui se répand dans les médias. Tous rivalisent en stupidité, et inculture politique et bassesses : politiciens (de l'UMP à la LCR), pseudo-experts, journaleux, syndicalistes, tous condamnent de tels agissements et se réjouissent de l'efficacité de la police, piétinant au passage leur sacro-saint principe de « *présomption d'innocence* ».

A l'opposé, s'appuyant sur le ridicule des accusations (et de la police), un vaste mouvement de soutien, initié par les habitants de Tarnac et les amis des inculpés, se déclenche. Des comités de soutien locaux éclosent un peu partout en France et en Europe. Nombre d'entre eux restent cantonnés dans un innocentisme force-

Historique des incidents survenus Depuis l'été dans la région

chronique non exhaustive du désastre…

▶ **4 juillet, Tricastin :** la CRIIRAD révèle l'existence d'un tumulus de déchets nucléaires et chimiques d'origine militaire, entreposés par le CEA entre 1966 et 1974. 900 kg de ces déchets ont disparu dans la nappe phréatique dont la pollution est avérée depuis 1979.

▶ **4 juillet, Tricastin :** à l'usine de retraitement SOCATRI (filiale d'Areva), dégagement trop important de Carbone 14 « *légèrement radioactif* ». Le taux mensuel autorisé est dépassé.

▶ **7 juillet, Tricastin :** fuite de 224 kg d'uranium (74 kg dans les cours d'eau et 150 kg répandus sur le sol) à la Socatri. La nappe phréatique est contaminée, le préfet interdit la consommation et l'utilisation de l'eau pendant 15 jours. Incident classé niveau 1 par l'ASN.

▶ **17 juillet, Romans :** à la Franco Belge de Fabrication de Combustible, découverte d'une fuite sur une canalisation endommagée lors de travaux entre 1997 et 2006. Entre 200 et 700 gr d'uranium se sont infiltrés dans le sol. Incident classé niveau 1.

▶ **20 juillet, Avignon :** des analyses révèlent la contamination de la nappe phréatique de l'île de la Barthelasse par du tritium venant du site de Marcoule.

▶ **20 juillet, Tricastin :** incident à la centrale (indisponibilité du circuit d'injection de bore suite à la fermeture inappropriée d'une vanne). Reclassé niveau 1 par l'ASN en novembre.

▶ **23 juillet, Tricastin :** à la centrale EDF, 97 employés sont contaminés par de la poussière radioactive. Incident classé niveau 0.

▶ **6 août, Tricastin :** à la Socatri, dégagement trop important de Carbone 14 « *légèrement radioactif* ». Le taux annuel est dépassé de 5%. L'usine doit arrêter toute activité rejetant du Carbonne 14 jusqu'à la fin de l'année. Incident classé niveau 1.

▶ **21 août, Tricastin :** à la Comurhex (filiale d'Areva), découverte d'une canalisation rompue. 250 gr d'uranium se seraient échappés depuis un an. Incident classé hors échelle.

▶ **9 septembre, Tricastin :** lors d'une opération de déchargement du combustible usagé, deux éléments restent bloqués au dessus du cœur du réacteur… Leur chute ou rupture risque de provoquer une réaction en chaîne type Three Miles Island ou Tchernobyl. L'évacuation de plusieurs communes est envisagée par les autorités. Les barres ne sont décrochées que le 27 octobre. Incident classé niveau 1.

▶ **12 octobre, Marcoule :** incident lors du déchargement de crayons de combustible à l'usine Melox (filiale d'Areva). Incident classé niveau 1.

▶ **7 novembre, Tricastin :** pendant au moins trois jours, une fuite dans l'usine d'enrichissement d'uranium Eurodif a déversé du bore (300 kg) dans la Gaffière (cours d'eau qui traverse le site). Incident chimique donc non classé par l'ASN.

▶ **7 novembre, Tricastin :** deux fuites (eau et l'oxygène) dans la salle des machines du réacteur n° 4 de la centrale nucléaire EDF. Tout risque d'explosion a été « *écarté* ».

▶ **13 novembre, Cruas-Meysse :** l'ASN met en demeure EDF de mettre en conformité, sous trois mois, certaines tuyauteries de la centrale, évoquant un « *risque d'explosion* » qui pourrait « *endommager des éléments essentiels au maintien de la sûreté ou conduire à une rupture du confinement et donc à la dispersion de matières radioactives dans l'installation voire dans l'environnement* ».

▶ **14 décembre, Tricastin :** une montée des eaux de la Gaffière provoque l'inondation de plusieurs locaux de la Socatri. Un plan d'urgence interne est déclenché. L'eau entrée serait « *restée à l'intérieur* » et fera l'objet « *d'un traitement adapté* ». L'ASN analyse la situation.

A suivre...

gers, nuisances et conséquences socio-économiques que cela représente… énergies propres, alternatives mais mortifères.
Que dire enfin de ceux qui s'érigent en lobby anti-nucléaire pour faire pression sur les élus (qui profitent du nucléaire[6]), ou sur l'Etat, et renforcent ainsi son rôle de gestionnaire pseudo-bienveillant... Sans parler de ceux qui veulent un nucléaire « *100% public, donc moins radioactif !* »…

Si l'industrie nucléaire a le vent en poupe, c'est qu'elle est la plus adaptée pour produire l'énergie dont ce monde capitaliste a besoin ; qu'importe sa nocivité ou ses dangers (radiations, déchets, cancers, etc.). Elle n'est que l'extrême caricature d'un système industriel basé sur l'exploitation du prolétariat et qui produit sans cesse des nuisances (pétrochimie, agro-alimentaire, amiante, nanotechnologies, cancers toujours, etc.). Le nucléaire ne disparaîtra donc que si une nouvelle énergie économiquement plus intéressante est à même de la remplacer… ou si un mouvement de protestation de grande ampleur ayant pour base les populations locales, entre en conflit direct avec l'Etat sans chercher à négocier ni à le convaincre, mais le considère pour ce qu'il est : un ennemi, un péril pour notre existence même. C'est se leurrer que de vouloir lutter contre le nucléaire sans se débarrasser de la société et du système économique qui le font exister. Comme disait l'autre :

Toute contestation partielle rejoint
la fonction répressive du vieux monde.

A BAS LE NUCLEAIRE !
donc
A BAS LE CAPITALISME !
et vice et versa

Collectif, octobre 2008

[6] Pots-de-vin pour les élus, subventions et taxe professionnelle pour les communes, dynamisation et valorisation par l'installation de pôles de compétitivité comme par exemple au Pontet, à Cavaillon ou à Bollène (programme Trimatec).

Tract récupéré à la manif du 25 octobre

Patates nucléaires



« *La catastrophe de Tchernobyl est en premier lieu la catastrophe des régions agricoles.* […] *Il faut des ressources et de nouvelles technologies de transformation de la production agricole. On peut produire sur les terres contaminées avec la même efficacité que sur les terres propres.* »
Vladimir Tsalko, président du comité Tchernobyl.

« L'Ethos Biélorusse, la mascarade de la réhabilitation des villages contaminés par la catastrophe de Tchernobyl »,
Bulletin de la Coordination contre le nucléaire et son monde, n° 2.

Concurrence nucléaire

« *On peut tout de même s'interroger sur les raisons de ce regain médiatique autour de ces incidents et se demander si certaines fuites médiatiques ne trouveraient pas leur origine dans les restructuration de l'appareil nucléocratique. Il y a peu de temps Next-up révélait que Bouygues songerait à investir dans AREVA et ALSTOM. Quant à Suez il s'est manifesté sur le futur EPR. POWEO également. Les effets de concurrence et la nécessité de faire son trou en discréditant les nucléocrates en place a sans doute joué.* »

Haute-tension n°3, Feuille d'infos du Collectif radicalement anti nucléaire (CRAN).

né : de pauvres jeunes gens qui plantent des carottes, lisent et écrivent des livres et qui, sont victimes de l'acharnement incompréhensible et injustifié de la police et de la justice… (et de brandir avec force les communiqués d'indignation de la LDH ou des Verts[2]). C'est un mode de vie qui se trouverait criminalisé[3]. Ce message est largement répandu dans les médias qui jusque-là avaient enfoncé les inculpés. On se doute de ce qu'aurait dit la plupart de ces braves gens si quelques empreintes digitales ou ADN étaient finalement venues étayer les présomptions des flics…



Certains groupes ou comités vont quant à eux au-delà de cette vision victimisante. *Brisons le train-train quotidien* écrit dans un tract que « *peu importe qu'ils soient coupables ou innocents, laissons ces catégories aux charognes en toge et à leurs souteneurs* » et appelle à « *la solidarité contre le terrorisme d'état* »[4]. Le Comité qui se crée à Paris écrit lui qu'il « *ne perdra pas son temps à s'étendre sur la réalité des faits* […] *sur la question de l'innocence ou de la culpabilité des inculpés* ». Plus que le soutien, ce comité « *vise à tout faire pour que la machine anti-terroriste* […] *ne puisse pas continuer son travail d'écrasement dans l'assentiment général* ». Plusieurs comités prennent même le nom de « *comité pour le sabotage de l'anti-terrorisme* », car il est aisé de faire le rapprochement avec de récentes « *affaires* » où, sous des prétextes semblables, des personnes se sont trouvées placées sous le joug anti-terroriste.

D'autres « *affaires* »
Le 19 janvier, dans le Val-de-Marne, suite à un contrôle routier, trois personnes sont arrêtées en possession de fumigènes artisanaux et de crèves-pneus (ils se rendaient à une manifestationn devant le CRA de Vincennes). La section anti-terroriste se déplace et une enquête est ouverte pour « *association de malfaiteurs, détention et transport d'engins incendiaires ou explosifs* ». L'un d'eux est placé sous contrôle judiciaire et les deux autres, Ivan et Bruno, sont gardés en détention provisoire.
Le 23 janvier, à Vierzon, Isa et Farid sont arrêtés par les douanes en possession de chlorate de soude, de manuels expliquant des techniques de sabotage et du plan d'un EPM. L'enquête est confiée à la brigade anti-terroriste de Paris et, après une GAV de 96 h, ils sont placés en détention provisoire. A la suite de prélèvements, les flics pensent que l'ADN d'Isa correspondrait à celui retrouvé sur un dispositif incendiaire découvert sous une dépanneuse de police durant les élections de 2007. Sous le motif d'une « *jonction présumée* », les deux enquêtes sont jointes en un même dossier instruit par des juges anti-terroristes. Après quatre mois, Farid, Bruno et Ivan sortent de prison et sont placés sous contrôle judiciaire mais, durant l'été, Juan et Damien sont à leur tour arrêtés pour l'histoire de la dépanneuse.
Tous nient les faits qui leur sont reprochés. Mais,

[1] Manifestation contre la conférence européenne sur l'immigration organisée à Vichy les 3 et 4 novembre 2008.
[2] Ou bien la pitoyable Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen (les droits du bourgeois), comme si l'on avait le droit de se révolter *parce que* l'Etat l'a écrit dans le préambule de sa constitution… C'est s'appuyer sur les béquilles piégées que nous offre l'Etat, croire, et faire croire, à sa perfectibilité, donc le renforcer.
[3] Comme si l'Etat avait quelque chose à foutre du mode de vie qui est ainsi décrit (écolo, alternatif, etc.). Dans *L'Insurrection qui vient*, l'écologie est décrite comme « *la nouvelle morale du Capital* » (p. 63). Sur le décalage entre ces discours de soutien et le fameux bouquin, voir « Tous coupables, tous Coupat » sur http://rebellyon.info/article5858.html
[4] Loin du soutien social-démocrate-citoyenniste, le 4 décembre, un engin incendiaire explose contre l'Agence France-Presse d'Athène « *en solidarité avec les camarades français* ».

participant tous à la lutte contre l'enfermement et possédant de la « *littérature anarchiste* », ils sont considérés par les flics comme appartenant à la « *mouvance anarcho-autonome* » (à cette occasion le terme fait son apparition dans la presse nationale). Le traitement judiciaire et médiatique est du même type que celui qui va être utilisé avec outrance après le 11 novembre.

La « mouvance anarcho-autonome »
Depuis plusieurs années, les Renseignements généraux utilisent le terme « *anarcho-autonome* »[5] pour désigner les milieux qui se situent non pas *plus à gauche* mais *au-delà* (*ultra*) de l'extrême gauche (ex. : LCR) et de l'anarchisme organisé (ex. : FA), et qui en font la critique. Si les services de renseignement disent s'inquiéter (notamment depuis le CPE) d'une « *résurgence* » du mouvement autonome, la création du terme « *mouvance anarcho-autonome* » est plus récente (dans une note de janvier 2008 de la Sous-Direction anti-terroriste).
En juin 2008, la circulaire Dati précise : devant « *la multiplication d'actions violentes commises sur différents points du territoire national susceptibles d'être attribués à la mouvance anarcho-autonome* », le ministère de la Justice demande aux parquets locaux « *d'informer dans les plus brefs délais la section anti-terroriste du parquet de Paris* [de toute nouvelle « affaire »] *pour apprécier de manière concertée l'opportunité d'un dessaisissement à son profit* ».
Cette circulaire donne à un ensemble diffus d'idées et de pratiques libératrices l'aspect d'une organisation structurée au niveau national (qui dans la tête de ceux qui l'imaginent ne peut être que hiérarchisée). Elle conserve le terme de « *mouvance* », très flou par définition, qui permet lui de criminaliser le fait de connaître quelqu'un, de fréquenter (ou de passer) dans tel ou tel lieu, de lire tel périodique, etc. donc d'y intégrer qui on le souhaite.
Il s'agit de la création d'un nouvel ennemi intérieur, si utile pour terroriser les citoyens blottis devant leur TV, pour occuper un peu plus les esprits et le terrain. Avec l'affaire de Tarnac, qui rentre dans ce cadre, l'Etat passe à l'offensive.

L'exception antiterroriste ?
Beaucoup s'insurgent : utiliser le terme « *terrorisme* » pour qualifier des sabotages matériels ? Alors que tout spécialiste ou cheminot dit que la destruction de caténaires ne pouvait mettre de vies en danger ? Cela semble énorme et ça l'est tout autant pour les autres affaires moins médiatiques citées plus haut. Mais, loin de l'image classique de l'assassin poseur de bombes, le terme « *terroriste* » a aujourd'hui une application bien plus large, et il ne s'agit pas d'une exception française sarkoziste.



1910, grève des cheminots.
Des militaires vérifient si un aiguillage n'a pas été saboté.

Le 11 septembre 2001 n'est pas, comme on pourrait le croire, un point de départ. Ce grand show n'a fait qu'accentuer une tendance à l'œuvre en Europe depuis la fin des années 90 (surtout depuis Seattle en 1999) : la requalification de la contestation sociale en « *terrorisme* ». Une évolution sensible au niveau européen depuis février 2001 lorsque Europol à mis en place une équipe d'investigation sur le « *terrorisme anarchiste* ». En août 2001, le Directeur d'Europol déclarait ainsi que « *les soi-disant black*

[5] « *L'hybride « anarcho-autonome » […] présente l'avantage de combiner le vieil épouvantail de l'anarchiste poseur de bombes avec une « autonomie » qui tient davantage de l'adjectif – bel adjectif d'ailleurs ! – que de la filiation réelle avec les mouvements autonomes italiens et français des années 1970.* » Cf. Claude Guillon, *« Mouvance anarcho-autonome » : généalogie d'un invention* sur http://claudeguillon.internetdown.org.
[6] Pour mettre en place une politique répressive, il est toujours plus pratique de viser d'abord les plus radicaux (certains anarchistes, les autonomes) qui bénéficient de peu de soutien, pour ensuite l'étendre aux autres. De même que les mesures de flicage les plus perverses (exemple : fichier ADN) frappent d'abord les pédophiles puis sont progressivement étendues. Il est toutefois plus facile d'étendre la définition de terroriste que celle de pédophile.

cuées qui gèrent leur mort lente. Sur les conseils d'experts, elles font elles-mêmes les analyses de radioactivité et tentent de suivre tout un programme de gestes quotidiens pour *ne pas trop* s'exposer aux radiations. Ainsi, les autorités peuvent affirmer que si les habitants développent un cancer, c'est uniquement parce qu'ils ne respectent pas ces indications. C'est une façon d'autogérer son cancer (ce qui devrait réjouir les partisans de l'autogestion). On ne sera pas surpris d'apprendre que des experts français sont sur place, prennent des notes et tirent des enseignements[3].

La démocratie n'est peut-être pas parfaite mais elle protège au moins nos libertés, non ? En plus, elle nous préserve du fascisme ! Pourtant cette *belle* démocratie a souvent montré par le passé qu'elle peut décider de s'effacer discrètement pour devenir bien plus autoritaire. En cas d'accident majeur, l'Etat n'organisera pas de réunions avec les différentes instances citoyennes afin de gérer le problème. C'est l'armée qui prendra les choses en main[4]. Si Tricastin nous pète à la gueule, ce sont les militaires qui seront chargés d'évacuer ou de parquer les millions d'habitants de la vallée du Rhône (à l'image du traitement réservé à la population de la Nouvelle Orléans lors de l'ouragan Katrina[5]).



Le nucléaire au moins révèle la démocratie telle qu'elle est : une farce qui nous donne l'illusion que nous décidons, alors que ce sont en réalité quelques élus, dirigeants, et experts (parfois après consultation de militants professionnels et/ou de la population, et seulement en cas d'accidents minimes) qui entérinent les décisions du grand patronat.
La démocratie est le mode le plus adapté actuellement à la gestion du capital et donc du nucléaire.

C'est à ce jeu de dupes que participent nombre d'associations citoyennistes.
Elles ne parlent que de sortie progressive et non pas d'arrêt immédiat du nucléaire, voire ne font que demander une meilleure gestion et des contrôles plus rigoureux.
Elles proposent la réduction de la consommation d'énergie des particuliers, alors que le premier consommateur reste le monde industriel, celui même qui crée, entretient et reproduit les besoins des particuliers.
Elles proposent la mise en place d'énergies alternatives toujours à un niveau industriel, qui restent au service du capital, avec les dan-

[3] Pour plus d'infos, voir « L'Ethos Bielorusse », dans le *Bulletin de la Coordination Contre la société nucléaire*, n° 2, printemps 2007. A télécharger sur http://basseintensite.internetdown.org/spip.php?mot65
[4] Depuis un décret du 8 septembre 2003, en cas d'accident nucléaire se met en place un comité interministériel de la sécurité nucléaire dont le secrétariat général est assuré par le Ministère de la Défense.
[5] En août 2005 l'US Army (avec l'aide de sociétés militaires privées) intervient, évacue les riches, parque les pauvres et abat les récalcitrants.

LE NUCLEAIRE C'EST CAPITAL

Les « incidents » nucléaires à répétition, notamment au Tricastin, font la une des médias depuis cet été. Il y a peu, cela occupait tout au plus quatre lignes au fond d'un quotidien local. Ce type d'« incidents » (niveau 0 ou 1) ne s'est pourtant pas multiplié, puisqu'on en relève plusieurs centaines chaque année.

On peut donc s'interroger sur cette nouvelle stratégie médiatique de l'industrie nucléaire qu'on nous présente comme celle de la « *transparence* », et qui suscite des réactions dont les autorités s'étonnent :

> « *Si à chaque fois que nous sommes transparents, nous provoquons des craintes, il y a un problème.* »
>
> Anne Lauvergeon, *Libération*, 19/07/08

> « *Le revers de la transparence, c'est le risque de psychose* ».
>
> Jean-Pierre Lambertin, maire de Lapalud, vice président du conseil de région, *Le Dauphiné Libéré*, 18/07/08.

Dans la perspective des nucléocrates, il est logique que les craintes et inquiétudes des populations soient qualifiées de psychose et qu'elles deviennent le centre du problème (et non pas les Kg d'uranium perdus dans la nature). Ils montrent comment ils gèrent la situation : en colmatant les brèches, en mettant les fautifs à l'amende, en indemnisant les riverains, et en exprimant leurs « *regrets pour toutes les inquiétudes posées* »[1].
Cette « *transparence* » a pour effet de banaliser les accidents nucléaires par un flot d'informations. Ainsi, le tumulus ayant perdu 900 kg de déchets, annoncé le 4 juillet a été complètement recouvert par l'annonce de la première fuite à la Socatri le 7 juillet (74 kg). On peut même supposer que cela est un des l'objectifs, qu'il s'agit de connaître les limites, de savoir jusqu'où peut aller le mécontentement. Et sur ce sujet, les autorités peuvent être rassurées : les populations locales (les cobayes ?) se sont contentées, jusqu'à présent, de demander des indemnisations.
Cela permet aussi de préparer les esprits au renouvellement du parc nucléaire vieillissant et de vendre le nouveau type de centrales EPR censées être plus sûres, bien qu'expérimentales (Tricastin est candidat pour l'accueillir).

Pas d'inquiétude, c'est démocratique ! En brandissant l'argument de la « *Démocratie* », l'Etat est là pour rassurer, détourner l'attention, et veut nous faire participer à ce jeu dont il fixe les règles. Et qu'importe si avant, tout était plus opaque que transparent. L'Etat (gouvernements de droite et de gauche) a certes *imposé* le choix et la poursuite du programme nucléaire, mais en ce qui concerne les accidents, il se targue pour l'instant d'être « *transparent et démocratique* »[2].

On peut encore aller plus loin : en Biélorussie, ce sont les populations qui n'ont pas été éva-

[1] Selon Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva (le groupe industriel français du nucléaire civil), *Le Dauphiné Libéré* du 18/07/08.
[2] Exemple : le 18 juillet a eu lieu une réunion extraordinaire de la CIGEET (Commission d'Information auprès des Grands Equipements Energétiques du Tricastin) regroupant élus locaux, représentants de l'Etat, des syndicats de travailleurs du nucléaire, des associations (CRIIRAD, Frapna, etc.), et les industriels du nucléaire (EDF, AREVA, Cogema, etc.). Le seul résultat a été de relier au réseau d'eau de la ville les foyers dont les nappes phréatiques ont été contaminées.

blocs anarchistes, peuvent être considérés comme des terroristes ou des pré terroristes »[6].
Le 19 septembre 2001, l'Union européenne a adopté dans une décision-cadre une définition commune du terrorisme : des infractions « *contre un ou plusieurs pays, leurs institutions ou leur population, et visant à les menacer et à porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays* ». Ce sont « *le meurtre ; les dommages corporels ; l'enlèvement ou la prise d'otages ; le chantage ; le vol simple ou qualifié ; la capture illicite d'installations étatiques ou gouvernementales, de moyens de transport publics, d'infrastructures, de lieux publics et de biens ou les dommages qui leur sont causés ; la fabrication, la possession, l'acquisition, le transport ou la fourniture d'armes ou d'explosifs ; la libération de substances contaminantes, ou la provocation d'incendies, d'inondations ou d'explosions, la mise en danger de personnes, de biens, d'animaux ou de l'environnement ; la perturbation ou l'interruption de l'approvisionnement en eau, en électricité ou toute autre ressource fondamentale; la commission d'attentats en perturbant un système d'information; la menace de commettre l'une des infractions énumérées ci-dessus ; la direction d'un groupe terroriste ; l'encouragement ou le soutien d'un groupe terroriste, ou la participation à un groupe terroriste* ». Un groupe terroriste ? C'est « *une association structurée, de plus de deux personnes, établie dans le temps, et agissant de façon concertée en vue de commettre les infractions terroristes* »[7].
Une telle définition avait quelque peu fait bondir à l'époque, car pouvant très bien s'appliquer à des grévistes occupant des locaux ou des lycéens bloquant une gare[8]. Depuis, des réformes législatives successives tendent à mettre en adéquation les lois nationales avec cette décision-cadre (mais aussi avec les pratiques réelles des états).
Les pays européens ont donc mis en place démocratiquement un cadre juridique et législatif d'exception qui offre des possibilités matérielles et juridiques infinies aux flics et magistrats. Pourquoi ne s'en serviraient-ils pas ? L'Espagne s'en sert à outrance contre les indépendantistes basques, pourquoi pas la France ? Si le qualificatif tend à se banaliser (en début d'année les anti-OGM ont été classés comme « *terroristes* » par Europol, et RESF récemment qualifié par l'UMP de « *quasi-terroriste* »), les arrestations de 2008 sont la première utilisation en France de ce nouveau dispositif.

Comme on le dit avec euphémisme, c'est le « *mouvement social* » que l'on cherche à criminaliser, les actes de résistance à l'ordre établi, pour mieux les réprimer. Des pratiques depuis toujours inscrites dans les luttes (manifestations devant des centres d'enfermement ou des tribunaux, actes de sabotages, tags, affrontements avec la police, etc.), et tout ce qui ne se cantonne pas à une sage contestation (la pétition) peuvent maintenant être traités de terroristes. Les qualifier ainsi permet de marginaliser ces pratiques, de séparer les bons contestataires (ceux qui s'inscrivent dans le cadre institutionnel, démocratique, légal) des mauvais (ceux qui ne le font pas), et empêcher ainsi toute solidarité[9].

En démocratie, les mesures d'exception confirment la règle et, parfois, deviennent la règle ! La république en a toujours fait usage, lorsqu'elle le jugeait nécessaire (traitement des DPS, état d'urgence lors des émeutes de 2005, plan Vigipirate qui n'a pas été suspendu depuis 1996, etc., sans parler de la Guerre d'Algérie). C'est le propre de la démocratie que de bafouer ses propres règles, d'instaurer l'état d'exception ou d'urgence (toutes les constitutions le prévoient)[10].

[7] Cf. http://europa.eu/eur-lex/fr/com/pdf/2001/fr_501PC0521.pdf
[8] La commission européenne reconnaissait que nombre des « *infractions terroristes les plus graves* […] *seront probablement considérées comme des infractions de droit commun dans les codes pénaux des Etats membres* » et que cette définition est si large qu'elle peut « *couvrir des actes de violence urbaine, par exemple* ». *Ibid.*
[9] Face au terroriste qui « *refuse le dialogue démocratique* », se dresse selon Michèle Alliot-Marie, la figure/caricature du gentil opposant, Olivier Besancenot, qui lui se situe « *dans une démarche d'opinions contestataires certes mais dans le cadre des institutions* ». 16/11/08 sur Radio J.
[10] Elle reste, et cela devient un lieu commun, le mode de gestion politique est le plus adapté au système capitaliste, bien que toujours interchangeable avec la dictature. On pourra se reporter utilement à *Mort à la démocratie* de Léon de Mattis, éditions de l'Altiplano, 2007.

Pourquoi ?
On peut s'interroger : pourquoi l'Etat use-t-il de telles mesures aujourd'hui ? Craint-il réellement une résurgence du mouvement autonome ? Un hypothétique future dérive vers la lutte armée ? Est-ce un test supplémentaire de grande envergure afin de savoir comment va réagir la population ?
Ne seraient - ce pas les conditions objectives actuelles de la domination capitaliste, ses limites, qui l'y poussent ? La multiplication d'actes de résistance, de rébellion, d'actions directes qui s'ajoutent à la délégitimisation grandissante des organisations politiques et syndicales (y compris celles de l'extrême gauche du Capital[11]) ? Des conditions économiques qui s'aggravent (pour les prolos), des contradictions qui s'aiguisent, obligent l'Etat/Medef à revenir progressivement sur tout ce qu'il a pu concéder, de gré ou de force, depuis plus d'un siècle pour acheter les travailleurs. Bref une situation sociale qui tend vers l'explosif. Les dirigeants, inquiets, qui ne sont pas des « *méchants* » mais des gestionnaires, mettent en place les mesures répressives que la situation (ou du moins la précaution élémentaire) leur impose[12]. Une chose est certaine : il s'agit de réprimer, de faire des exemples, d'intimider, de terroriser, pour que les têtes se baissent. La solidarité la plus efficace est donc de poursuivre la lutte contre l'Etat, *« le plus froid des monstres froids »*, et contre le Capital.

Liberté pour tous ceux qui se trouvent dans les griffes de la machine anti-terroriste et pour tous les autres !

Céline & Pierre

Pour plus d'infos, voir la page Mauvaises intentions sur: http://infokiosques.net

[11] Le futur chef du NPA, Olivier Besancenot, a bien confirmé quel était son camp en condamnant fermement les interpellés du 11 novembre. La LCR « *condamne totalement ces agissements* » qui sont des *« sabotages matériels dangereux et inquiétants »* (communiqué du 11/11/08).
[12] La situation peut aussi les obliger à un repli tactique. On vient de le voir avec Darcos qui reporte son projet de réforme du lycée afin de faire cesser le mouvement lycéen et d'éviter une éventuelle contagion ou radicalisation (alors que la Grèce donnait un bien bon exemple).

Anarcho...

L'appellation « anarcho-autonome » est une catégorie policière, qui, comme pour toute pensée qui émane de la police, poursuit un but précis : la répression. L'assignation de cette dénomination composite à des individus et des pratiques qui traversent les luttes dans l'Europe d'aujourd'hui répond à la logique d'un pouvoir qui sait qu'il faut imposer sa vision des choses pour gouverner les consciences. Ce n'est pas seulement la teneur de l'appellation qui est contestable, mais aussi le fait de nommer ce qui n'a pas choisi de se nommer soi-même. Donner un nom à ce qui ne n'en a pas pour lui attribuer des caractéristiques qu'on aura soi-même définies, c'est du travail de flic, ou de sociologue.

Il y a, certes, des collectifs plus ou moins larges qui se sont constitués au cours des luttes : autour des luttes des sans-papiers, des luttes contre l'enfermement, des luttes pour le logement, des luttes de chômeurs, des luttes contre tel contrat de travail, des luttes contre les violences policières, des luttes contre la répression, etc. – collectifs qui se forment, se délitent et se reforment au gré des circonstances, et qui ne sont jamais reliés à un quelconque point central ni à une idéologie unique, mais au contraire traversés d'analyses théoriques diverses, quand bien même, par hypothèse, ces analyses convergent toutes en ce qu'elles contestent l'existence du monde tel qu'il est. On y trouve entre autre des prises de position contre le capital, contre la marchandise, contre l'Etat, contre la démocratie, contre les syndicats, contre les formes traditionnelles de la représentation et de l'action politique, etc. On peut donc, en effet, désigner cette réalité là en l'appelant une « mouvance », à condition de se souvenir qu'une telle « mouvance » n'est pas constituée autour d'une idéologie ou d'une offre politique qui lui auraient préexisté, mais à la suite de luttes



Feu au centre de rétention !
Des sans-papiers témoignent…

Le 22 juin 2008, après la mort d'un retenu du Centre de rétention administratif (CRA) de Vincennes, les sans-papiers enfermés se révoltent, le feu éclate dans plusieurs chambres… le bâtiment est entièrement détruit par l'incendie.

Ce petit livre est une compilation de témoignages de sans-papiers enfermés à Vincennes, recueillis par téléphone durant les six mois qui ont précédé l'incendie. On y découvre le quotidien de ceux qui, enfermés, vivent dans l'attente de leur éventuelle expulsion. Le cauchemar du quotidien : la surveillance et le harcèlement incessant, le racisme, insultes, humiliations, tabassages, gazages, de la part des flics matons (flics « *français de souche* » ou « *issus de l'immigration* » c'est du pareil au même). A l'arbitraire administratif et policier s'ajoute encore plus prosaïquement le manque de soins pour les malades, le manque d'hygiène élémentaire, la bouffe dégueulasse quand elle n'est pas périmée, la régulière absence de chauffage, la surpopulation, etc. Mais aussi la peur, les tentatives de suicides, les automutilations. De quoi révolter les bonnes âmes qui pensent que les conditions de vie dans une prison démocratique ne devraient pas ressembler à celles qui prévalent dans une quelconque dictature de l'ex-tiers-monde (ils seront peut-être aussi surpris de lire les critiques que font certains retenus à l'encontre de la CIMADE). Mais ceux qui ont rassemblé ces témoignages ne luttent pas pour de meilleures conditions de rétention et d'expulsion : « *L'amélioration des conditions de rétention ne pourra pas rendre l'atmosphère plus respirable. Des conditions prétendument plus humaines ne pourront supprimer les raisons de la révolte* » ni diminuer le nombre d'expulsions.
Mais ce quotidien des retenus pour défaut de papiers c'est aussi celui de la résistance et de la lutte pour la liberté, celui des difficiles tentatives d'organisation, des révoltes spontanées (refus de rejoindre les chambres, grèves de la faim, tentatives d'incendie, refus, etc.) par delà les barrières de langues et regroupements communautaires (sur lesquelles jouent particulièrement les flics) et parfois ponctué de manifestations de soutien à l'extérieur mais aussi et toujours de la répression. « *Il faut penser la lutte autrement. Les gens et les flics se foutent de la grève de la faim. Ils se foutent des sans-papiers. Ils s'en foutent si on crève. Les gens bouffent des lames de rasoir tous les jours et on n'entend pas parler d'eux. Les petits trucs qu'on fait ne valent pas le coup. Il faut que ça pète pour qu'ils s'intéressent à nous* ». Les derniers témoignages évoquent aussi l'incendie du 22 juin et ses heureuses répercutions sur la machine à expulser (280 places de moins en CRA, donc moins d'arrestations et d'expulsions).
Les auteurs du livre expliquent : « *il ne s'agit pas d'aménager l'enfermement pour le rendre plus humain. Il ne s'agit pas non plus d'améliorer les conditions d'expulsion pour qu'elles se fassent dans le respect et la dignité. Encore moins de réclamer des critères de régularisation qui ne profitent qu'à quelques-uns en excluant tous les autres. Nous continuerons à combattre la machine à expulser, son idéologie, ses pratiques, et bien évidemment le système d'exploitation capitaliste dans lequel elle s'inscrit* ».

Tous les bénéfices de la vente de ce livre seront reversés aux retenus inculpés suite à l'incendie.
Feu au centre de rétention. Janvier-juin 2008, des sans-papiers témoignent, Paris, Libertalia, 2008, 162 p.

Editions Libertalia, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris www.editionslibertalia.com

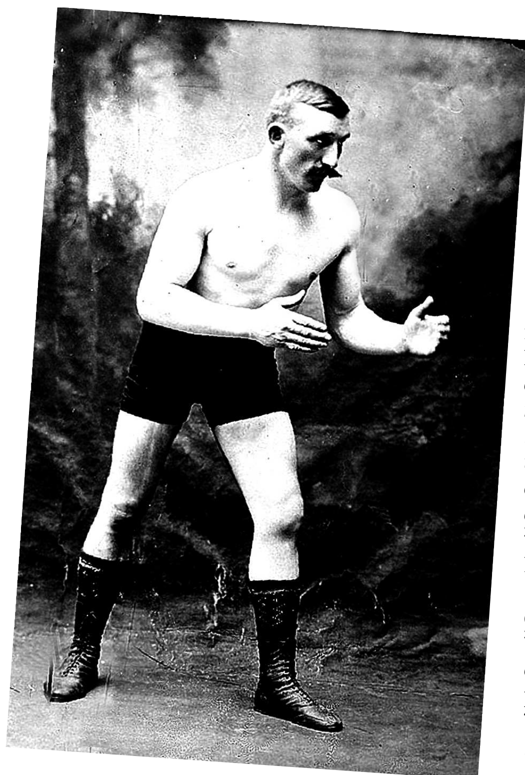
pas pour autant de la paranoïa) est certainement un des effets désirés. La peur est étrangement un excellent neuroleptique.

Le document s'étale ensuite sur les « difficultés que connaît le marché » en raison de la concurrence[4]. A cause aussi du manque d'attractivité de ce métier avec des horaires de merde, un *turn-over* très important, un salaire de merde, des rapports de merde avec les gens, bref, c'est un taf de merde, pas besoin d'experts pour nous l'apprendre. Il n'y a pas vraiment là de quoi larmoyer… ce sont eux qui protègent la source de leur exploitation. Et puis… il n'est jamais trop tard pour changer de camp…

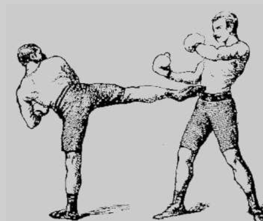
Enfin, la position de l'Etat comme client est dénoncée comme ambigüe par les syndicats patronaux de la sécurité privée. A vouloir la « meilleure qualité de prestation » tout en tirant les prix vers le bas sous prétexte de crise, l'Etat justifie selon eux le « manque de déontologie » de la profession. Cela justifie de brader les salaires, et de renvoyer et réembaucher à tours de bras. Parallèlement, le fait que l'Etat n'encadre pas le fonctionnement des entreprises tout en étant le seul qui puisse délivrer les habilitations indispensables, entraîne la faillite des petites entreprises et le renforcement des grosses boîtes bien implantées. Une belle façon d'assainir et de relancer le marché.

En guise de conclusion…. Monde de merde, toujours plus. Les oppositions au système deviennent de plus en plus difficiles, et sans cesse à réinventer. Savoir quelle sauce ils préparent pour nous manger est déjà une arme défensive pour éviter de passer à la casserole et pour foutre le feu à leur cuisine.

Gladice Kalpel



[1] Cette étude a porté sur la « *surveillance humaine* », excluant par exemple les services de sécurité au sein d'une entreprise. La définition est floue. Les experts s'accordent sur celle-ci : « *le domaine de la sécurité privée intègre un panel de fonctions minimum, à savoir la surveillance des biens mobiliers ou immobiliers, la protection des individus, le transport de fonds et de valeurs, le contrôle d'accès et la conception, l'installation et l'entretien des centrales d'alarme* » (Cf. *Livre blanc* p. 35).
[2] L'Allemagne, l'Espagne, la France, la Hongrie, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Suède. Les autres pays sont aussi étudiés, moins en détail.
[3] « *Main d'œuvre qui se déplace dans les lieux de consommation. Cf. Max Romero,* Zombie, le Crépuscule des morts. » Petit Robert, édition 2009.
[4] D'où l'expression, « *c'est le capital qui se fout de la concurrence* », ndlr.



présentes et passées, et comme la continuation de regroupements que ces luttes ont crées.

Dans ces collectifs et cette mouvance circulent un certain nombre de pratiques (assemblées, occupations, blocages, affrontements, sabotages, etc.), dont aucune n'est subversive ou « radicale » par elle-même, tant il est vrai que ce n'est jamais un acte en tant que tel qui est radical, mais toujours un acte dans une situation donnée. Et ces mêmes pratiques se retrouvent aussi ailleurs, en dehors de ces collectifs ou de cette mouvance, et ce tout simplement parce que ces pratiques naissent au coeur de la lutte et de la rébellion, et que personne n'en est propriétaire.

Dans cette mouvance circulent également des individus, qui se rencontrent parfois, mais tout aussi souvent s'ignorent, qui peuvent se croiser sans se connaître, ou au contraire se retrouver dans telle ou telle circonstance. Certains vivent ensemble et mettent en commun un certain nombre des moyens dont ils disposent. Rien de plus banal en vérité, sauf quand la police décide que les fréquentations de tel ou tel sont la preuve de son appartenance à une supposée organisation à vocation terroriste.

Le délit d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste fonctionne ainsi. Connaître quelqu'un, c'est être son complice. Posséder tel livre, ou tel tract, c'est en partager tous les points de vue, et certainement aussi tous les objectifs. Participer à telle lutte, c'est être considéré comme pénalement responsable de tous les actes qui auront été commis au cours de la lutte en question, et même au-delà. L'existence d'une telle responsabilité collective a évidemment pour but d'intimider ceux que le pouvoir a ainsi décidé de cibler. L'efficacité de cette politique a pourtant une limite évidente : c'est que la révolte est un fait social, et qu'elle ne se laissera jamais circonscrire à un groupe, un milieu ou une mouvance quelconque.

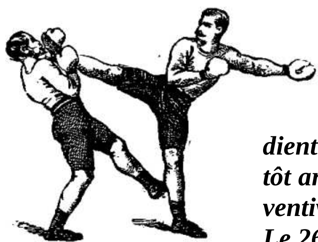
C'est pour cela que cette mouvance doit se comprendre elle-même comme la partie d'un tout qui la dépasse et l'englobe. C'est pour cela que cette mouvance ne peut se constituer en force matérielle autonome : parce que, pour modifier les rapports sociaux, elle ne dispose d'aucune force qui lui soit propre, et que sa puissance éventuelle ne peut lui venir que de ce dont elle est un symptôme, le rapport conflictuel entre des classes antagonistes. Pour cette mouvance, n'être qu'elle-même, c'est se condamner.

Léon de Mattis, 4 décembre 2008

Extrait du blog http://www.leondemattis.net



Avignon : procès des incendiaires du local du PS



Les « révoltes logiques » condamnées.

Dans la nuit du 30 au 31 mars 2007, en pleine campagne électorale, deux jeunes hommes, Grégory et Damien, incendient le local du PS à coups de cocktails molotov. Presque aussitôt arrêtés par une patrouille de flics, ils vont être incarcérés préventivement pendant trois mois à la prison du Pontet.
Le 26 novembre dernier ils se retrouvaient à la barre du Tribunal de grande instance d'Avignon pour « dégradation de bien d'autrui par un moyen dangereux pour les personnes ». Voici un bref aperçu de ce qu'il s'y est dit.

Grégory et Damien ne se revendiquent d'aucune organisation politique et expliquent avoir agi de manière individuelle, par ras-le-bol, rage et révolte pour s'en prendre à l'ensemble de la représentation politique et au système électoral lui-même (et n'avoir ciblé la permanence du PS que pour son côté ostentatoire et pratique, une de l'UMP ou de la LCR aurait tout aussi bien fait l'affaire). Le juge rappelle que l'on a découvert chez eux de la documentation « *d'extrême gauche* ». Il disent avoir agi pour faire réfléchir, réagir, montrer que ce « *tapage médiatique électoral* » était loin de faire l'unanimité, et affirment que, dans ce cas comme dans d'autres, « *la destruction peut-être un moyen de lutte politique* ». A Gontard, l'avocat du PS, surpris d'apprendre qu'ils n'avaient pas envisagé de revendiquer leur acte et trouvant qu'il aurait pu être mal interprété, l'un des accusés rétorque : « *si vous pensez qu'il faut expliquer aux gens ce qu'ils doivent penser, c'est votre problème, mais ce n'est pas notre opinion* ».



Juge, procureur et avocat du PS, assez agacés par la présence de nombreuses personnes venues soutenir Grégory et Damien (l'une d'elles exprimant un peu fort son dégoût devant la stupidité des éléments de l'instruction, se fera sortir de la salle), axent leur commune argumentation sur la défense de la démocratie (les pôôvres ils se sont sentis accusés). Un système qu'ils ne défendent qu'assez platement en se contentant d'assener l'argument éculé qu'on apprend aux collégiens : ce serait le dernier rempart contre la dictature. Le procureur déplore ainsi « *les conséquences sur le plan de la démocratie* » de ces « *procédés destinés à imposer la terreur* » (on est pas loin du terrorisme*) puis, après des références aux régimes fascistes,

« La participation du secteur marchand de la sécurité à l'offre globale de sécurité ».
La deuxième partie du document décrit et analyse l'articulation entre public et privé. Précisons que le problème n'est pas la privatisation du service public. L'objectif de maintien d'une apparente paix sociale est le même dans les deux cas. En 1998, des experts anglais ont réuni les deux corps privé et public sous le terme « *policing* », qui n'a pas d'équivalent français, et signifie en gros tout boulot de flic, chien de garde, larbin en uniforme.

En raison de l'« *égorgement* » des flics déjà évoqué plus haut, certaines « *tâches qui ne font pas partie du cœur du métier policier* » (p. 35) sont déléguées au privé. On est déjà surpris d'apprendre que les policiers ont un cœur. « *L'activité de patrouille de la voie publique, très coûteuse en effectifs et dont l'efficacité est difficile à évaluer* » (p. 35) est loin d'être une priorité pour l'Etat, qui le délègue de plus en plus aux privés. Sont généralement réservées aux assermentés les tâches qui touchent à la sécurité de l'Etat, et au maintien en général de l'ordre dans les lieux publics.

Dans les différents pays, la « *coopération* » public-privé fait à peu près consensus pour ce qui est des aéroports (à cause du 11 septembre, nous dit-on). Pour les premiers, patrouille sur tout le territoire, contrôle d'identité et sécurisation des pistes, pour les seconds, maintien de l'ordre dans la zone de l'aéroport, fouilles des bagages et voyageurs.

C'est en Espagne qu'apparaît « l'argument massue » du tout répressif : « *La sécurité est une, et considérée comme un droit fondamental. Sans la garantie de ce droit premier, beaucoup d'autres ne seraient pas assurés. Et parce que la sécurité forme un tout, les deux secteurs sont jugés indissociables* » (p. 55). La coopération est inscrite dans la loi. Les privés sont tenus de donner toute information pouvant contribuer à l'arrestation de « délinquants » ou de « terroristes ». Réciproquement, les vigiles ont accès à certains renseignements des flics. Mensuellement, la garde civile et la police font paraître une revue *Mencion de honor* qui gratifie les plus acharnés de ces sergents de seconde main.



Hormis la « *coopération* » entre les deux secteurs, il existe aussi des cas de « *coexistence* », qui peuvent relever du principe inverse : les deux secteurs n'ont ni les mêmes intérêts, ni les mêmes objectifs. Au contraire de l'Espagne, la Roumanie a inscrit explicitement dans sa loi que la sécurité est avant tout une affaire individuelle : « *il appartient à chaque particulier de s'organiser afin de garantir la sécurité de sa propre personne et de ses biens* » (p. 61). Ainsi, les particuliers, mus par la crainte, vont investir dans le privé (gardiennage, vidéosurveillance, etc.).
Il n'y a rien là de bien surprenant vu le monde pourri dans lequel on vit, mais cela contribue à resserrer les mailles du filet pour que, de quelque côté qu'on se tourne, on ne voie que des képis. Cette psychose (qui n'est

fois les reconduites à la frontière de sans-papiers. Onze des cent trente prisons sont privées ainsi que neuf des onze centres de rétention. Les entreprises de sécurité sont bien implantées dans les autres établissements.

Au Royaume-Uni, jusqu'en 2001, la seule loi qui définissait les terrains d'action des sociétés privées était celle du marché. En France, les premières législations sur l'offre privée de sécurité datent du milieu des années 90, et se sont développées au fur et à mesure, « *en fonction des besoins* » (p. 41). Le précurseur en ce domaine a été l'Italie… dès 1931, soit en moyenne 60 ans avant les autres. Le fascisme, source de modernité.

Les différents métiers du domaine privé ne dépendent pas juridiquement d'un seul texte, mais de la structure à laquelle chacun appartient. Par exemple, la législation qui s'applique aux agents de sécurité d'un aéroport n'est pas la même que celle d'un vigile de magasin. Une situation problématique que tente d'harmoniser l'UE. Actuellement, les lois diffèrent d'un état à l'autre sur les fonctions que peuvent remplir les sociétés de sécurité privées, sur les critères de sélection des agents, sur le prix et la durée des licences accordées aux entreprises, sur la formation, sur le contrôle de ces boîtes par des institutions gouvernementales ou non, sur l'autorisation de porter une arme à feu et selon quels critères. La « *moralité* » est toujours indispensable, évidemment (casier judiciaire vierge et état avancé de lobotomie). Ainsi, en France, « *les préfectures sont chargées des enquêtes de moralité destinées à assainir la profession* » (p. 49).

Si les états choisissent d'harmoniser le secteur privé de la sécurité au niveau européen, ce n'est pas anodin. L'Etat et sa horde de médias et publicistes répandent le sentiment d'insécurité. La sécurité est une valeur en vogue, qui se vend bien, depuis longtemps, et les gouvernants n'ont pu qu'être sensibles à l'essor de ce marché. Les différentes lois visent, comme toujours, un aménagement des structures au service du capital, pour le renforcer et tirer plus de profit.



décrit les accusés comme « *l'oppresseur* » ! Gontard (expert en la matière puisqu'ancien candidat Modem) se veut pédagogue et explique que « *les partis politiques sont les véhicules de la démocratie* », qu'ils « *existent et il faut s'en satisfaire* ». Puis, victime d'une crise de quelque chose, il s'enflamme à son tour, hurle au fascisme et dénonce même un « *système de pensée qui nie l'individu, puis on en fait des convois à la couleur noire ou à la couleur rouge* »… on ne comprend malheureusement pas tout, il faudrait qu'il se repose.

La justice de classe a évidemment fonctionné comme elle devait, mécaniquement, et chacun y a tenu son rôle. Une fois écoulé le temps imparti à « *l'affaire* », le proc demande trois ans de prison dont un avec sursis et un mandat de dépôt (ce qui est très rare lors d'une affaire de ce type) et le juge condamne poliment à trois ans de prison dont deux avec sursis, plus une mise à l'épreuve de trois ans (avec obligation de travailler), 1 € de dommages et intérêts pour le PS et 500 € d'amende chacun. Affaire suivante !

Que dire de plus sur une telle mascarade ? Il faudrait pourtant conclure. Le plus simple est peut-être de reprendre la fin d'un tract de soutien distribué à Avignon lors de la manifestation du 1er mai 2007 :

« *A bas la démocratie ! A bas le capital !*
Gros bisous, vive l'anarchie
et vive le communisme ! »

Alex

* Le procureur a tout de même regretté que les accusés n'aient pas été renvoyés devant les assises. Quant aux crapules de la presse locale, une semaine après les arrestations de Tarnac, elles s'y voyaient déjà évoquant « *deux terroristes d'un soir* » (*Le Vaucluse Matin*, 27/11/08) ou des jeunes « *proches de la mouvance anarcho-communiste* » (*sic*, Radio Bleue)… des termes qui n'ont à aucun moment été entendus à l'audience.

Création d'une caisse de lutte

C'est la guerre… la Guerre sociale.

Entre les exploités et les exploiteurs, en une période où les pauvres morflent toujours plus, et la crise ne va pas arranger les choses. Les patrons et l'Etat appuyés de leurs flics trouvent tous les prétextes pour nous faire bosser plus et nous payer moins, nous mettre au pas de la conjoncture. La répression s'accentue, des résistants sont traduits devant des juges anti-terroristes, les sans-papiers sont raflés et expulsés, les fichiers et les prisons fleurissent et se remplissent. Face à ce monde de merde, à cette survie qu'on nous impose les explosions de colère et de révolte se multiplient : grèves, blocages, sabotages, émeutes... Ce qui est logique, nécessaire et heureux.

Tout le monde sait que dans bien des cas l'argent est un des nerfs de la guerre. Dans les luttes, on a parfois besoin de thunes en urgence. D'où l'idée de créer localement une caisse de soutien aux luttes et lutteurs. Une des manières pour que se concrétise un sentiment de solidarité, par un soutien matériel, financier, moral et politique. Quant aux critères de culpabilité ou d'innocence, ils n'ont de sens que pour l'Etat et sa justice, pas pour nous. Les actes parlent bien souvent d'eux-mêmes et nous permettent de reconnaître nos camarades.

Une caisse pour :
Soutenir des personnes dont l'activité dans la guerre à l'ordre établi les a envoyés devant la justice ou en prison (par exemple en envoyant des mandats pour les frais de cantine).
Soutenir des luttes sociales et grèves en cours.
Faire parler des luttes et / ou de la répression, faire circuler de l'info, créer des liens.

Une caisse qui ne pourra évidemment pas régler tous les problèmes, mais on l'espère apportera sa pierre pour que se brise la vitrine du vieux monde…

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME !

Communiqué de CLAC
Caisse de Lutte et Antagonisme de Classe
Avignon, décembre 2008

clac40@no-log.org

PROCES A VENIR

Fichage ADN : deux refus, deux procès de plus

Le 16 décembre 2008, alors qu'ils se trouvaient en garde-à-vue au commissariat de la police nationale à Montpellier, deux individus ont refusé de donner leur ADN à la police qui les aurait transmis au FNAEG (Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques).
Les raisons de la demande de ces prélèvements étaient que, soi-disant, il existe « *des indices concordants rendant vraisemblable qu'ils aient commis une infraction* », en l'occurrence l'incendie de cinq poubelles et de trois voitures dans la nuit précédente.
Ils comparaissent le 23 janvier 2009 à 14 h au tribunal de Montpellier, accusés de ces faits et pour refus de prélèvement ADN, et du fichage plus basique (empreintes, photos, taille...) et deux outrages à agents pour l'un d'eux – une autre personne comparait en même temps qu'eux pour les mêmes raisons–.

Qu'ils aient commis ou non ces incendies n'est pas la véritable question à se poser dans cette histoire d'ADN, ainsi que dans **toutes ces histoires de prélèvement ADN en général**.
En effet, **coupables, ou non coupables, leur refus ne change pas...** et, d'ailleurs, la police n'a pas attendu (et n'attend jamais) leur culpabilité pour tenter le prélèvement – de toute façon, faire des relevés d'ADN sur du mobilier urbain incendié, c'est se foutre de la gueule des gens ! –
Que retrouve-t-on derrière ce refus ? **Le rejet d'un fichage de plus** exécuté sur leur personne et sur celle des autres (les intimités respectives des gens étant déjà pas mal violées par l'Etat) ; **le rejet de son utilisation et de celle du FNAEG**, ainsi que d'une nouvelle évolution de son utilisation encore plus fascisante : classement ethnique, social et politique de la population à partir de l'ADN, recherche scientifique à but sécuritaire, etc. Bref des bases pour toujours plus de discriminations ; et **le rejet d'une société toujours plus sécuritaire**.

Pour toutes ces raisons, afin de les soutenir dans leur refus et d'inciter tout le monde à le faire :

POUR LA FIN DE TOUS LES FICHAGES ET FICHIERS ET CONTRE LA SOCIETE SECURITAIRE !

Rassemblement 23 janvier, 14 h devant le tribunal de Montpellier, place Pierre Flotte.

▶ Montpellier

Le 22 avril 2007, quatre camarades sont arrêtés puis inculpés pou l'incendie de « *voitures de bourges* » le soir du 1er tour des présidentielles. Quentin est incarcéré à Villeneuve-les-Maguelone jusqu'au 6 juillet. Mis en examen pour « *tentative de dégradation par incendie* » et « *détention ou transport de substances ou produits incendiaires ou explosifs* », ils sont condamnés, le 7 octobre 2008 par le tribunal correctionnel de Montpellier, deux d'entre eux à 6 mois de sursis, un à 3 mois de sursis et Quentin à 1 an dont 2 mois ferme. Non satisfait de cette peine le parquet fait appel.
L'affaire est rejugée le 17 février 2009 à 9 h.

▶ Millau

Le 22 avril 2007, trois relais télé sont sabotés, privant de 4 000 à 10 000 personnes de TV, radio et téléphone portable, et par là même de soirée électorale.
A l'issue d'une enquête, deux personnes sont arrêtées le 13 septembre. Si le premier est relâché sous contrôle judiciaire, le second, Guilhem, est incarcéré puis relâché le 2 octobre.
Mis en examen pour « *dégradation de bien d'autrui, d'objets d'utilité publique et d'association de malfaiteurs* », ils seront jugés le 14 janvier 2009 par le tribunal correctionnel de Millau.
Le *comité de soutien aux inculpés des relais TV* appelle à un rassemblement à 14h devant le tribunal.

comitesoutienrelaistvmillau@gmail.com

qu'un jeu de manches. Les experts du *Livre blanc* le disent on ne peut plus clairement : « *La progression de la sécurité privée obéit en réalité davantage à des logiques de marché, qu'à des politiques nationales volontaristes* » (p. 23). On peut traduire, en gros, que la prolifération des agents de sécu privés ne découle pas (uniquement) d'une politique sécuritaire émanant des Etats. Pour exemple, la France avec ses méthodes que l'on sait, est en dessous de la moyenne européenne pour le nombre d'agents chargés de faire régner l'ordre, privés et publics. La volonté de la classe dirigeante de renforcer ce marché ne peut en aucun cas desservir son projet répressif.

« Le paysage morcelé de la sécurité privée en Europe ».
En premier lieu, la description du secteur privé de la sécurité en Europe. On apprend qu'en 2004, on comptait quelques 113 000 agents de sécu privés en France. On devrait passer dans les dix prochaines années à 200 000, soit autant que tous les cabots assermentés réunis. Les liens entre les forces publique et privée seront aussi appelés à se multiplier, ce qui n'a pas l'air d'être d'une grande facilité.



Les raisons de l'essor du secteur privé sont d'abord les « *nouvelles formes de propriété et de consommation* » (p. 33). Ainsi les experts anglo-saxons ont-ils inventé une nouvelle catégorie apparue dans la seconde moitié du XXe siècle : « *la propriété privée de masse* » (p. 33). Par exemple les centres commerciaux, parcs d'attractions, espaces sportifs ou culturels, etc. qui sont des espaces privés à vocation de consommation de masse. Certains états ont créé une « *législation hybride « d'établissements privés recevant du public »* » (p. 33). Ces structures ainsi que les grosses manifestations occasionnelles (festivals, meetings, etc.) ont l'obligation d'investir dans la sécurité et donnent généralement leur préférence à des entreprises privées. Les assurances ont également su encourager l'investissement des particuliers dans le sécuritaire. S'ajoute à cela « *l'engorgement* » (p. 33) des flics, qui seraient dépassés par l'augmentation de la « délinquance » et de la « criminalité », et surtout par l'augmentation de la demande de sécurité… Comme si l'insécurité était autre chose qu'un mythe inventé par la classe bourgeoise pour asseoir son pouvoir et assurer ses possessions.

Les agents privés ont gagné petit à petit en liberté d'action et en pouvoir. Et on ne peut se leurrer sur la stratégie des gouvernants qui bourrent le « portefeuille d'actions » de leurs amis patrons. En Italie, le système de vidéosurveillance des voies publiques est entièrement confié à des entreprises privées (p. 35). Les liens peuvent aller plus loin : en Hongrie et en Allemagne, la sécurité de certaines installations militaires est privatisée. Les pouvoirs qui leur sont conférés sont aussi très variables. Le Royaume-Uni délègue à des sociétés privées qui détiennent « *l'autorité légale nécessaire à l'usage de la force* » (p. 37) le transport des détenus (prisonniers très dangereux et terroristes exceptés) et par-

INSECURITE = MARKETTING

Autopsie du *Livre blanc sur la participation de la sécurité générale en Europe*

Le SVC et ces pages web apportent une main d'œuvre gratuite et motivée qui tombe à point nommé. L'Etat a décidé de réduire les effectifs des ministères, dont celui de l'Intérieur. Cela sous-entend qu'il y aura sensiblement moins de policiers… mais toujours plus de flics.

A Paris s'est tenu le 15 décembre 2008 le premier Sommet européen sur la sécurité privée. Sarkozy et Alliot–Marie ont présenté le *Livre blanc sur «la participation de la sécurité privée à la sécurité générale en Europe*». Rédigé par la CoESS (Confédération européenne des services de sécurité) et l'INHES (Institut national des hautes études de sécurité), ce texte étudie le rôle joué par les entreprises de sécurité privées[1] dans le maintien de l'ordre social dans huit pays de l'UE[2]. La première constatation est qu'avec un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros pour 50 000 entreprises au niveau européen, ce secteur ne subit pas la crise… et devrait même en profiter. L'idée est simple : en même temps que l'Etat réduit ses dépenses en restructurant le Ministère de l'Intérieur, une partie des pouvoirs de police devrait être déléguée au privé. Ça ne change pas grand-chose à la répression, si ce n'est que le nombre de personnes habilitées à contrôler, réprimer et enfermer est croissant. Les boîtes de sécurité privées vont embaucher sec. Et il y a fort à parier que des bavures de leur part seront plus nombreuses et moins embarrassantes.



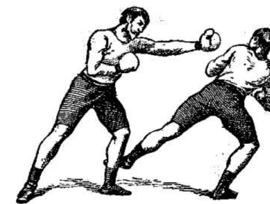
Ce *Livre blanc* projette d'harmoniser la législation européenne en matière de sécurité privée. Il prévoit également de renforcer la part d'investissement des états dans ce secteur. C'est un projet tout bénef pour le patronat, et qui remet bien en mémoire le rôle du sécuritaire dans ce monde capitaliste : contrôler pour faire des profits.

> « *Le* Livre blanc *vise donc en premier lieu à attirer l'attention sur la plus-value que la sécurité privée représente aujourd'hui et à faire reconnaître ce secteur comme un pourvoyeur de services indispensables, un acteur incontournable dans les politiques nationales et globales de sécurité* ».
>
> Marc Pissens, président de la CoESS.

On ne saurait tomber dans le jeu de dupes que tentent de nous imposer gouvernants et patronat. L'argument de coller au plus près des besoins des « *concitoyens* »[3] n'est

LES MILLE CASQUETTES DE LA REPRESSION

Service Volontaire Citoyen et délation high-tech



En ces temps de crise, l'Etat met les bouchées doubles en ce qui concerne la sécurité et organise la société de contrôle. On a vu se mettre en place un tas de gadgets (notamment high-tech) qui entretiennent la léthargie des pauvres afin qu'ils se tiennent coït pendant que les riches dorment sur leurs deux oreilles.

On compte ainsi un nouveau service dit « Service Volontaire Citoyen » (SVC), géré par la police nationale. Il trouverait son origine dans les réactions d'une partie de la population qui, suite aux émeutes dans les banlieues en 2005, aurait montré la volonté de soutenir les flics dans leur travail de chiens de garde. Lancé dans dix départements pilotes en 2006, le SVC a été entériné par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, et généralisé à tous les départements[1].

Le texte prévoit que tout un chacun peut, à partir de 17 ans, et à condition d'être ressortissant de l'Union européenne, devenir bénévole de la police dans différents secteurs : accueil dans les commicos, suivi des victimes, prévention dans les milieux scolaires, travaux administratifs, secrétariat et autre paperasserie.

Cette milice a aujourd'hui peu de pouvoir. Les volontaires sont tenus au code déontologique de la police, mais ils ne sont pas « représentants de l'autorité ». Ils peuvent être indemnisés dans le cadre de leurs missions. Ils jouent les médiateurs dans les « secteurs difficiles », et remplacent les flics dans les transports scolaires (c'est le seul cas où ils exercent directement une fonction répressive). Leur rôle se cantonne majoritairement au domaine que l'on pourrait dire *idéologique*. Qu'il s'agisse d'accompagner les victimes, ou de faire de la propagande dans les écoles, ils ont à distiller le message d'asservissement républicain, là où les flics n'ont pas le temps de le faire. Ils dégagent l'emploi du temps des pandores qui peuvent aller sur le terrain. L'objectif du SVC est de « *renforcer le lien entre la Nation et la police nationale* ». Il faut avoir un sentiment déjà prononcé de ce qu'est la *nation* et être un sacré intégriste des valeurs bourgeoises pour y participer. Etre bien convaincu qu'un citoyen est avant tout un flic.

Le citoyen volontaire porte bien son nom. Le citoyen est en somme celui qui va défendre les valeurs de la république, la propriété privée, l'exploitation forcenée, en rang par deux, et les plus pauvres à la fin. Il se glorifiera de servir l'ordre bourgeois en bon chien fidèle, et bénévolement en plus !

Cette opération est passée relativement inaperçue, si ce n'est les affiches qui ont fleuri dans les commicos. Le nombre de candidats paraît relativement faible[2]. Le SVC ne présente pas encore une « menace » très importante.

Ce n'est pas non plus exactement un statut officiel de délateur. La délation est un outil de la police depuis belle lurette. Et en ce sens la France n'a rien d'originale. Mais l'on ne peut que remarquer que la dénonciation et la surveillance *Do It Yourself* reviennent à la mode. Par des déclarations présentant la sécurité comme la responsabilité de tous et des dispositifs high-tech, l'Etat enfonce les portes ouvertes pour faciliter le travail de délation. Au vu des quelques résistances à ce type de pro-

jet, les gouvernants adoptent la pratique de « un pas en arrière, trois en avant, et trois de chaque côté ». Les dispositifs se multiplient, certains passent totalement inaperçus, d'autres sont plus médiatisés. Au final, la délation envahit petit à petit le paysage et se fond dans le décor.

Pour cela, une opération a été expérimentée depuis décembre 2007 dans onze départements : il s'agit d'une adresse mail mise en place par la préfecture à laquelle il serait possible d'envoyer ses « *renseignements (témoignages, photos, vidéos)* », pour aider « *la police nationale dans son action au service des citoyens* ».



Cette manigance n'a pas l'air d'avoir provoqué l'engouement des foules. Peu de temps après sa mise en service, la préfecture du Var se voit contrainte de « *suspendre* » (temporairement) cette adresse en raison (entre autres) des pressions des syndicats de police. Ils craignent que les gens ne s'en servent pour dénoncer leurs bavures... Dans son numéro de décembre, *Courant Alternatif* alertait sur la création d'une boîte mail similaire sur le site de la préfecture isèroise. Au jour d'aujourd'hui, de petites mains ont effacé toute trace de cette affaire. Peut-être en raison des nombreuses protestations via internet et des spams qui ont du s'ensuivre ? Il existe peu de traces sur le net de ces adresses, ce qui laisse penser que le projet a été mis de côté pendant quelques temps.

Si cette tentative a l'air d'avoir échoué, on ne peut pas en dire autant des appels à la délation lancés par les uniformes après les émeutes à Villiers-le-Bel. Les cerbères avaient alors reçu des cartes mémoires d'appareils photo et de caméras qui leur avaient permis d'identifier des émeutiers.

Autre nouveauté, la possibilité de faire des témoignages en ligne pour « *aider les enquêteurs* »[3]. Pour l'instant ce site concerne une seule affaire, celle d'un enfant disparu pendant une colonie de vacances en 2004 et retrouvé mort. Sur le site, on peut suivre les avancées de l'enquête, voir des photos du lieu de la colonie, connaître l'emploi du temps des enfants cette semaine-là. Le but est, en substance, d'inciter aux réminiscences, en espérant qu'il sera plus facile aux proches du « coupable » de se manifester par mail que de se présenter chez les argousins. Le site repose aussi sur l'idée maintenant largement acceptée que la sécurité vaut bien le sacrifice de la vie intime. C'est une méthode utilisée pour l'instant dans un cas bien particulier, probablement choisi parce qu'il soulève l'empathie générale. Mais on sait déjà comme ces démarches, si elles portent leurs fruits, sont étendues à bien d'autres cas.

Justement, sur la perte de sens du mot « intimité », une installation dont semblent friandes les autorités locales : la webcam quasi en direct sur la place publique. On en rencontre à Montpellier, Metz, Narbonne, Clermont-Ferrand, Brest, Tarbes, Caen, Gap… actuellement à des « fins touristiques ». La suite de ces installations ? Shoreditch TV[4] en France ? Le dessaisissement progressif de nos vies peut toujours aller plus loin, tant que nous ne serons pas transformés en machines, ou tant que nous n'aurons pas mis fin à ce monde pourri.

A noter que ceux qui se réclament à gorge déployée de la résistance citoyenniste ont a peu près la même fonction que le citoyen volontaire : propager la bonne parole politique afin de faire adhérer le maximum de personnes à leur doctrine, jouer les gros-bras pour que les manifs restent traîne-savates, prévenir les débordements en tous genres en canalisant l'opposition à la bourgeoisie, faire beaucoup de paperasse et de bureaucratie. Une différence de taille avec le citoyen volontaire, c'est que ce dernier n'a pas le droit de « *diffuser tout document* […] *appelant à l'indiscipline collective, de nature politique ou encore manifestant des préférences* ».

Sur le site du gouvernement, une plate-forme de l'office de lutte contre la cybercriminalité a été créée pour enrayer la pédophilie sur internet. Elle fonctionne sur le principe de dénonciation spontanée. La loi dite Lopsi 2 (loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure) présentée par Alliot-Marie le 6 janvier 2009 propose de l'étendre à « *tous les crimes et délits commis sur la toile* ». Cette même loi relancera la « pré-plainte en ligne » (via internet, elle devrait préparer à un entretien au commico où la plainte sera effectivement déposée, ou pas). Le dispositif est actuellement testé dans deux départements (Yvelines et Charente Maritime). On est rassuré d'apprendre que la Cnil supervise les opérations[5]…

Les exemples sont déjà trop nombreux pour être recensés dans un article. L'Etat sait tirer avantage du développement d'internet, en multipliant les possibilités de dénoncer, en encourageant la surveillance, et en réduisant les risques de représailles pour les balances puisqu'internet leur permet, dans nombre de cas, de garder l'anonymat.

A travers cette mode de la délation, se révèle un des visages qu'Etat et patrons veulent donner à la répression. C'est le visage de Monsieur et Madame Tout-Le-Monde, celui du voisin de palier, celui de ma sœur… C'est une absence de visage puisque tout se fait « anonymement ». Un masque, qui cache à peine la volonté de banaliser le rôle de flic afin qu'il finisse par passer totalement inaperçu tellement il est omniprésent. C'est une sorte d'autogestion de la répression. C'est leur volonté d'essayer de boucher toutes les failles qui feront que ce système d'exploitation et d'oppression s'effondrera.

Mélusine Ansandre

[1] Principale source : http://www.interieur.gouv.fr > police nationale > service volontaire citoyen.
[2] Des commentaires glanés sur différents blogs et forums de la police attestent que les citoyens volontaires sont généralement moins d'une dizaine par secteur.
[3] Source : www.dossierjonathan.com.
[4] Depuis avril 2006, les habitants du Royaume-Uni ont accès aux caméras de surveillance de leur quartier depuis la télévision satellite. Ils accèdent aussi à une galerie de photos recensant les personnes "*surveillées pour de la délinquance mineure ou des incivilités*". S'il assiste à quoi que ce soit, le téléspectateur peut envoyer un mail anonyme à la police pour dénoncer ce qui se passe. Leur slogan (sic) ? « *Combattez le crime depuis votre canapé* » !
[5] Source : « *Vers le dépôt de plainte sur internet* », www.lefigaro.fr, 30/12/08.